

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 1613

[C — 2003/27272]

**13 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 34.297/4, donné le 4 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application**Article 1^{er}.** Au sens du présent arrêté, on entend par bassins de natation :

tout bassin artificiel essentiellement conçu pour la pratique de la natation et de toute autre activité thérapeutique, récréative ou sportive.

Art. 2. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités visées à la rubrique 92.61.01.01 : bassins de natation couverts et ouverts utilisés à un titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, lorsque la surface est égale ou inférieure à 100 m² ou la profondeur égale ou inférieure à 40 centimètres.**Art. 3.** Les bassins de natation sont de deux types :1. Type A : Bassins de natation couverts en circuit fermé dont la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou dont la profondeur est inférieure ou égale à 40 cm;2. Type B : Bassins de natation ouverts en circuit fermé dont la surface est inférieure ou égale à 100 m² ou dont la profondeur est inférieure ou égale à 40 cm.**CHAPITRE II. — Implantation et construction****Art. 4. § 1^{er}.** Le sol, les plafonds et les parois des locaux de l'établissement sont pourvus d'un revêtement imperméable, résistant à la corrosion et facilement lavable.

§ 2. Tous les aménagements internes techniques et autres sont réalisés en matériaux imputrescibles, résistant à la corrosion et facilement lavables et ne présentent pas de risque de blessure.

§ 3. Jusqu'à une hauteur de 2 mètres à partir du sol, les angles vifs et éléments saillants sont munis d'une protection amortissante.

§ 4. Les parois et le fond du bassin de natation et les cabines sont réalisés en matériaux durs et sont munis d'un revêtement imperméable, imputrescible, facilement lavable et ne présentant pas de risque de blessure.

§ 5. Les parois du bassin de natation dont la profondeur excède 1 mètre sont pourvues d'un appui pour les mains ou d'un appui pour les pieds.

§ 6. L'arrivée et l'évacuation de l'eau dans le bassin de natation sont réalisées de manière à en limiter la stagnation.

§ 7. Le point le plus profond du bassin de natation comporte un dispositif d'évacuation de l'eau pour vidanger le bassin.

Une pente d'au moins 1 % dirige les eaux à évacuer vers ce dispositif.

§ 8. Les bouches d'arrivée et d'évacuation notamment d'eau, d'air ou autres dans le bassin de natation sont conçues de façon à ne présenter aucun danger, notamment de coupure ou d'aspiration pour les baigneurs.

Art. 5. L'établissement est raccordé à un réseau de distribution d'eau potable.

Lorsque l'eau utilisée pour les douches et les lavabos n'est pas de l'eau de distribution, elle répond aux normes fixées pour l'eau de distribution.

Art. 6. Le nombre d'installations sanitaires est adapté à la capacité d'accueil de l'établissement.**Art. 7. § 1^{er}.** Les quais du bassin de natation sont disposés de telle sorte qu'ils permettent une évacuation rapide et facile de tous les baigneurs.

§ 2. L'accès direct menant aux quais du bassin de natation et provenant des cabines ou des zones récréatives se situe à l'endroit de la plus petite profondeur.

§ 3. Les quais du bassin de natation sont construits de telle sorte que leurs eaux usées ne puissent pas s'écouler dans le bassin de natation ou dans les dispositifs de recyclage de l'eau du bassin.

§ 4. Parmi les quais ceinturant le bassin de natation, l'un de ceux-ci, situé du côté de l'évacuation, présente une largeur minimale de 1,5 m.

§ 5. Les eaux usées sont dirigées vers les dispositifs d'évacuation d'eau reliés à l'égout. Ceux-ci sont munis d'une grille de filtration.

§ 6. Tous les sols du bassin de natation, en ce compris les carrelages et les joints sur lesquels on se déplace à pieds nus, sont réalisés en matériaux durs, imperméables, imputrescibles, antidérapants, résistant aux produits chimiques utilisés, facilement lavables et ne présentant pas de risque de blessure.

§ 7. Au moins un robinet de puisage d'accès facile est installé à des fins de prélèvement avant tout traitement de l'eau visé à l'article 14, § 4.

§ 8. Tous les accès menant aux quais du bassin de natation et provenant des cabines, toilettes ou autres zones à risque de contamination tels les sanitaires, vestiaires, solarium ou sauna, comportent au moins un pédiluve ou une douche pour pieds.

Les pédiluves et les douches pour pieds sont installées de façon à ce que les baigneurs les traversent obligatoirement pour rejoindre le hall de natation.

§ 9. Les pédiluves et les douches pour pieds sont alimentés avec de l'eau désinfectante.

Art. 8. Lorsque le traitement d'eau du bassin fait usage de pompes d'injection de désinfectant et de correcteur de pH, leur fonctionnement est directement et automatiquement interrompu par l'arrêt des pompes assurant la circulation de l'eau ou par une baisse de débit qui devient inférieur à 40 % de la valeur normale. Dans le cas où l'injection de désinfectant et celle du correcteur de pH s'effectuent dans la même conduite, les endroits de ces injections sont situés à plus de deux mètres de distance.

Art. 9. § 1^{er}. Tous les équipements sont réalisés en matériaux résistants, notamment à la corrosion. Leur surface est imputrescible, facilement lavable et ne présente pas de risque de blessure.

§ 2. La profondeur de l'eau du bassin de natation est adaptée à l'usage des plongeurs, toboggans nautiques et autres équipements récréatifs.

§ 3. L'échelle et la plate-forme d'accès des toboggans nautiques, des plongeurs et d'autres équipements sont munies de dispositifs de sécurité conçus de manière à éviter toute chute. Leur revêtement est antidérapant et facilement lavable.

§ 4. Le revêtement interne des toboggans est lisse de façon continue pour une glissade naturelle. Aucun moyen chimique n'est utilisé pour favoriser celle-ci.

La zone de réception de descente d'un toboggan nautique de plus de 2 mètres de hauteur est dégagée dans un rayon d'au moins 2,5 mètres. Elle est balisée.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Mode de fonctionnement

Art. 10. § 1^{er}. Les locaux de l'établissement et aménagements ainsi que le matériel sont tenus dans un parfait état de propreté et de fonctionnement.

§ 2. L'établissement dispose d'un règlement d'ordre intérieur et de procédures écrites de fonctionnement normal et en cas d'urgence indiquant les mesures à prendre pour assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'exploitation.

Le règlement d'ordre intérieur et les procédures sont mis à jour au moins une fois par an.

Chaque membre du personnel concerné en reçoit une copie avec accusé de réception.

§ 3. Une copie de la déclaration relative à cet établissement est affichée en un endroit visible sur le parcours obligé des visiteurs.

Art. 11. Les douches disposent soit d'eau tiède soit d'eau chaude et froide.

Art. 12. § 1^{er}. L'exploitant tient à jour un dossier de relevés où figurent les renseignements suivants :

- 1° les résultats des analyses journalières qu'il effectue tel que visé aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 36;
- 2° les résultats des analyses effectuées périodiquement par le laboratoire de contrôle tel que visé au § 3 de l'article 36;
- 3° pour les bassins disposant des pompes visées à l'article 8, les valeurs affichées de pH et, pour les bassins désinfectés au chlore, de chlore au moment du prélèvement d'échantillons par le laboratoire;
- 4° les dates de rinçage des filtres et du remplacement du matériel de filtration;
- 5° la fréquentation journalière du bassin de natation;
- 6° tout dysfonctionnement ou incident technique;
- 7° tout accident corporel du public obligatoirement consigné à l'aide du formulaire figurant en annexe 1;
- 8° tout incident technique obligatoirement consigné à l'aide du formulaire figurant en annexe 2;
- 9° le relevé mensuel des compteurs d'eau;
- 10° les observations relatives aux vérifications techniques de l'installation.

§ 2. Le dossier de relevés visé au § 1^{er} est tenu à la disposition d'un agent chargé de la surveillance et conservé pendant cinq ans.

Art. 13. § 1^{er}. L'agent chargé de la surveillance est informé dans les quarante-huit heures de tout accident corporel ayant entraîné un décès ou une hospitalisation et de tout incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture de l'établissement.

§ 2. Chaque accident corporel significatif est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 1.

§ 3. Chaque incident technique ayant entraîné l'évacuation ou la fermeture de la piscine est consigné sur un formulaire dont un modèle figure en annexe 2.

§ 4. Avant le 1^{er} avril de chaque année, l'exploitant envoie au fonctionnaire chargé de la surveillance un récapitulatif des accidents mentionnés à l'article 12, § 1^{er}, 7°, et survenus au cours de l'année précédente.

Le récapitulatif est rédigé conformément au formulaire figurant en annexe 3.

Art. 14. § 1^{er}. Lorsque l'eau de remplissage du bassin de natation et l'eau de supplément ne sont pas de l'eau de distribution, elles répondent aux normes fixées pour l'eau de distribution.

§ 2. Pour assurer la conformité de la qualité de l'eau exigée par les dispositions de l'article 37 du présent arrêté, une quantité suffisante d'eau fraîche est ajoutée journalièrement.

§ 3. L'eau du bassin ne contient aucun élément ou germe en présence telle qu'il y a un risque pour la santé des baigneurs.

§ 4. Le procédé de traitement de l'eau de bassin de natation comporte une pré-filtration, une filtration, une désinfection et un système d'apport d'eau fraîche.

Pour les bassins de natation désinfectés au chlore, le procédé comporte aussi une correction du pH.

§ 5. L'injection de produits chimiques ne peut pas se faire directement dans le bassin de natation.

Art. 15. L'eau du bassin est entièrement recyclée en un temps maximum de deux heures.

Art. 16. Pour les bassins de type B, le bassin est vidangé et nettoyé avant l'ouverture de la saison.

Section 2. — Conditions applicables aux bassins de type A

Art. 17. Les systèmes de circulation et d'évacuation d'air, de vapeurs et de fumées sont disposés de manière à ne pas incommoder le public et les voisins.

Art. 18. L'air frais destiné à la ventilation de l'établissement est capté à l'air libre à une distance suffisante des réservoirs de produits dangereux et de toute autre source de pollution telle que cheminées et parkings.

Art. 19. Le débit de l'air pulsé dans le hall des bassins et le renouvellement d'air (apport d'air frais) assurent une bonne qualité d'air.

Art. 20. Le taux d'humidité relative de l'air est maintenu en dessous de 65 %. Pour contrôler ce taux, l'exploitant dispose dans le hall de natation d'un hygromètre en bon état de fonctionnement, placé entre 1,5 et 2 mètres de hauteur du sol.

Art. 21. § 1^{er}. Le hall de natation comporte un thermomètre en bon état de fonctionnement.

§ 2. Pendant les heures d'ouverture au public, la température de l'air du hall de natation dépasse de 2°C au moins celle de l'eau du plus grand bassin.

Section 3. — Sécurité

Art. 22. Le bassin de natation est facilement accessible aux services de secours venant de l'extérieur et est conçu pour permettre l'évacuation aisée et rapide d'une personne sur une civière.

Art. 23. Un éclairage de secours est prévu dans les locaux accessibles au public, en ce compris les circuits d'évacuation, ainsi que dans les locaux techniques et leurs voies d'accès.

Art. 24. § 1^{er}. Les portes et parois transparentes sont visualisées et les dispositions sont prises pour éviter les blessures du public en cas de bris.

§ 2. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours, sont accessibles aux personnes qui se trouvent dans les locaux de l'établissement.

§ 3. Toutes les sorties, y compris les sorties de secours sont indiquées par des pictogrammes réglementaires. Ces pictogrammes sont clairement visibles. Les pictogrammes sont éclairés par l'éclairage normal et par l'éclairage de secours.

Les portes s'ouvrent dans le sens de la sortie.

Art. 25. § 1^{er}. La surveillance est adaptée au type d'installation ainsi qu'au taux et au type de fréquentation de la piscine.

L'exploitant établit un programme de surveillance propre à son établissement. Ce programme est laissé à la disposition de l'agent chargé de la surveillance.

§ 2. Les baigneurs sont sous la surveillance directe et constante d'au moins une personne responsable de leur sécurité.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale supérieure à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu du décret du 26 avril 1999 du Gouvernement de la Communauté française organisant le sport en Communauté française ou en vertu de l'arrêté du 27 janvier 1993 du Gouvernement de la Communauté germanophone concernant la commission des sports et la définition de ses devoirs ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet de base de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu du décret du 26 avril 1999 du Gouvernement de la Communauté française organisant le sport en Communauté française ou en vertu de l'arrêté du 27 janvier 1993 du Gouvernement de la Communauté germanophone concernant la commission des sports et la définition de ses devoirs ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

§ 3. Le paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas aux bassins de natation d'hébergement touristique tels que :

- les hôtels,
- gîtes ruraux,
- campings durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci,
- bassins thérapeutiques.

§ 4. Les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs reçoivent au moins une fois par an un entraînement obligatoire aux méthodes de premiers soins, de réanimation et de sauvetage.

Les modalités de cet entraînement sont reconnues par l'autorité administrative compétente visée au § 2, alinéas 2 et 3.

Une copie du brevet ou du certificat est conservée sur le lieu d'exploitation, à la disposition de l'agent chargé de la surveillance.

Art. 26. Le nombre maximum de baigneurs admis dans les bassins de natation ne dépasse jamais un baigneur par deux mètres carrés de surface du plan d'eau.

Art. 27. La profondeur de l'eau et les endroits où il est interdit de plonger sont clairement indiqués pour les baigneurs à tous les endroits où la sécurité peut être mise en péril.

Tout changement brusque de profondeur est clairement signalé.

Art. 28. L'établissement est équipé d'au moins un poste téléphonique avec une ligne directe extérieure facilement accessible en tout temps.

Art. 29. § 1^{er}. L'établissement comporte un local ou une armoire de premiers soins équipé d'un matériel de soins et de réanimation maintenus en parfait état de fonctionnement directement et facilement accessible.

§ 2. Le matériel de soins comprend au minimum le contenu réglementaire de la trousse de secours visé à l'article 178 du Règlement général pour la Protection du Travail.

§ 3. Le matériel de réanimation est composé d'un matériel d'oxygénothérapie comme suit :

1° un masque adulte;

2° un masque enfant;

3° un ballon compressible auto statique avec valve patient et valve d'admission;

4° une bonbonne d'oxygène médical munie d'un bloc mano-détendeur et d'un débitmètre, raccordée au ballon. La bouteille doit subir une pression d'épreuve réalisée par un service externe de contrôles techniques agréé par l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieux de travail.

§ 4. Le paragraphe 3 du présent article ne s'applique pas aux bassins de natation d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre et des bassins de natation d'hébergement touristique tels que les hôtels, gîtes ruraux, campings durant les périodes où l'accès est réservé aux seuls résidents de ceux-ci, aux bassins thérapeutiques.

Art. 30. Pour les bassins de natation de type A la ventilation des locaux de stockage des produits dangereux s'effectue uniquement vers l'extérieur et est éloignée des prises d'air extérieur du bassin de natation.

Art. 31. § 1^{er} Les locaux techniques et de stockage sont facilement accessibles pour la livraison des produits sans l'être du public.

§ 2. Les récipients de produits chimiques, les locaux de stockage et les tuyauteries sont étiquetés ou identifiés.

§ 3. L'exploitant tient à jour un relevé comportant les renseignements suivants :

1° le nom, les quantités et les dates de livraison des produits chimiques utilisés dans l'établissement;

2° les incidents éventuels ainsi que tous les entretiens, vérifications, pannes, réparations ou accidents.

§ 4. Un membre du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant effectue une vérification journalière de toute l'installation.

Un membre du personnel de l'établissement désigné par l'exploitant assiste à chaque livraison de produits dangereux.

Art. 32. § 1^{er}. Le stockage en vrac des produits dangereux s'effectue dans des locaux exclusivement réservés à cet usage.

§ 2. Les produits en vrac, susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des locaux distincts exclusivement réservés au stockage de ces produits.

§ 3. Un tuyau sans raccord intermédiaire est utilisé entre la cuve du camion de livraison de produits chimiques en vrac et l'entrée de l'installation de stockage de l'établissement. Des tuyaux spécifiques munis d'embouts incompatibles sont utilisés.

Par produit dangereux, un tuyau muni d'un embout spécifique au type de produit et incompatible avec l'embout d'autres produits, est utilisé.

§ 4. Les produits dangereux stockés en vrac, le sont en réservoirs d'au moins 1.500 litres, fermés, placés chacun dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 % du réservoir qu'il contient. Ces réservoirs sont munis d'un indicateur de niveau clairement visible et d'un système de dégazage avec « événement laveur », pour empêcher les exhalations toxiques. Ces réservoirs ne peuvent être percés que dans leur partie supérieure.

Les réservoirs intermédiaires dits « bacs journaliers » à partir desquels les produits dangereux sont dosés ne peuvent contenir plus que la quantité nécessaire à deux jours d'exploitation.

Les réservoirs intermédiaires sont placés, chacun, dans un bac de rétention conçu pour cet usage et dont la capacité est d'au moins 110 % du réservoir qu'il contient.

Art. 33. § 1^{er}. Le stockage en bidons des produits dangereux s'effectue dans un emplacement réservé à cet usage.

S'il s'agit d'un local, il est ventilé uniquement à l'air libre et pour les bassins de type A, est éloigné des prises d'air extérieur de la piscine.

§ 2. Les bidons ne sont pas empilés et sont stockés en cuve de rétention d'une capacité de 50 % du volume total stocké ou en bacs de rétention individuels d'une capacité de 110 % du volume du bidon stocké.

Les produits susceptibles de réagir entre eux sont stockés dans des bacs de rétention distincts.

Art. 34. L'utilisation de chlore liquéfié sous pression est interdite.

Section 4. — Contrôle

Art. 35. § 1^{er}. Les installations électriques à haute tension de l'établissement sont contrôlées annuellement par un organisme agréé pour le contrôle des installations électriques.

§ 2. Les installations électriques à basse tension de l'établissement sont contrôlées tous les cinq ans par un organisme agréé pour le contrôle des installations électriques.

§ 3. L'exploitant tient les rapports de contrôle à la disposition de l'agent chargé de la surveillance.

Art. 36. § 1^{er}. Le présent paragraphe ne s'applique qu'aux bassins de natation utilisant le chlore comme procédé de désinfection de l'eau.

Le chlore libre disponible et le chlore combiné sont contrôlés au minimum quotidiennement par l'exploitant à partir d'un échantillon d'eau du bassin prélevé, toujours à la même place, en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

§ 2. La transparence et la température de l'eau du bassin sont contrôlés au minimum quotidiennement par l'exploitant ainsi que le pH à partir d'un échantillon d'eau du bassin prélevé, toujours à la même place, en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

§ 3. Tous les mois au moins, un laboratoire agréé par la Région wallonne pour l'analyse d'eau vérifie les paramètres chimiques, bactériologiques et physiques repris à l'article 37.

§ 4. Un résultat bactériologique non conforme impose une nouvelle analyse immédiatement.

Si les résultats de celle-ci sont à nouveau non conformes, le bassin est fermé jusqu'à normalisation de la situation.

Un dépassement des valeurs maximales admissibles dans 10 % des échantillons analysés les dix mois précédents est toléré.

§ 5. Les prélèvements d'eau pour analyse se font au moins deux heures après l'ouverture du bassin et toujours aux mêmes endroits, à savoir, à proximité du quai, dans les 30 centimètres à partir de la surface, et en un endroit le plus éloigné possible de l'arrivée de l'eau traitée dans le bassin.

La prise d'échantillon est effectuée par le laboratoire.

L'heure du prélèvement et le nombre de baigneurs sont signalés.

Le désinfectant est correctement neutralisé dans l'échantillon réservé à l'analyse micro biologique.

Le pH est mesuré par le laboratoire au moment du prélèvement.

Pour les bassins de natation utilisant le chlore comme moyen de désinfection, le chlore libre et le chlore total sont également mesurés par le laboratoire au moment du prélèvement.

§ 6. Le transport ainsi que la conservation des échantillons jusqu'à l'analyse s'effectuent à une température d'environ + 4°C.

Les analyses sont effectuées dans les vingt-quatre heures du prélèvement et les résultats sont fournis à l'exploitant dans les sept jours ouvrables suivant le prélèvement.

§ 7. Une copie des résultats d'analyse est tenue à la disposition de la clientèle et de l'agent chargé de la surveillance.

§ 8. L'affichage des bulletins d'analyse de l'eau est obligatoire dans un endroit de passage obligé pour les baigneurs dont notamment, à l'entrée des vestiaires.

§ 9. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut toujours exiger des analyses supplémentaires aux frais de l'exploitant.

Section 5. — Hygiène et qualité de l'eau

Art. 37. § 1^{er}. Cet article s'applique aux bassins de natation utilisant le chlore comme procédé de désinfection de l'eau.

§ 2. L'usage d'autres techniques de désinfection que le chlore ainsi que l'usage de tout produit chimique ou de tout traitement autre que celui mentionné dans cet article fait l'objet de conditions complémentaires.

§ 3. L'eau de chaque bassin de natation est désinfectante à l'exception des bassins à usage individuel qui sont vidangés après chaque utilisation.

§ 4. L'eau du bassin de natation répond aux normes de qualité fixées par les tableaux A, B, et C, ci-après :

Tableau A : PARAMETRES CHIMIQUES				
Types	Méthodes	Unités	Valeurs	
			Guides	Limites
pH	Electrométrie	Sørensen		
Limite inférieure				7,0
Limite supérieure				7,6
Chlore libre mesuré :	Colorimétrie (DPD,...)			
Limite inférieure		mg/l	0.5 type A	0.3 type A
			1.0 type B	0.8 type B
Limite supérieure			1.0 type A	1.5 type A
			2.0 type B	3.0 type B
Chlore combiné : limite supérieure	Colorimétrie (DPD,...)	mg/l	0,3	0,8
Urée : limite supérieure	Berthelot ou diacétylmonoxime	mg/l	2,0	
Oxydabilité à chaud et en milieu acide (KmnO ₄) : limite supérieure (O ₂)	Titrimétrie au permanganate de potassium	mg/l	5	
Chlorure (à l'exception des bassins salés) : limite supérieure (Cl)	Potentiométrie, titrimétrie ou chromatographie ionique	mg/l	800	
Quand il est fait usage de chloroisocyanurates				
Chlore libre : Hypochlorite + ac.hypochloreux + chloroisocyanurates	Colorimétrie DPD1 (Diethyl ParaphénylèneDiamine) ou "FREE"			
Limite inférieure		mg/l	3	
Limite supérieure			5	
Ac. Isocyanurique	Test à la mélamine	mg/l	< 50	

Tableau B : PARAMETRES BACTERIOLOGIQUES			
Types	Méthodes	Unités	Valeurs maximales admissibles
Nombre total de colonies à 37°C et après 48 h d'incubation	Dénombrement après incorporation en gélose	nbre /ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Dénombrement après filtration	nbre /100 ml	0
Staphylocoques à coagulase positive	Dénombrement après filtration	nbre /100 ml	0
Streptocoques fécaux	Dénombrement après filtration	nbre /100 ml	0

Tableau C : PARAMETRES PHYSIQUES		
Types	Valeurs	
	Guides	Limites
Transparence		vision du fond (*)
Pollution visible	Absence	
Couleur	Aucune	

(*) Un repère visible est placé à la plus grande profondeur.

§ 5. Le dépassement des valeurs limites des tableaux A et C précités ainsi que des tableaux D, E, de cet article impose la fermeture du bassin, s'il ne peut y être remédié endéans la demi-heure.

§ 6. Pour les bassins de type B, avant l'ouverture de la saison, l'exploitant fait effectuer une analyse complète de l'eau du bassin selon les modalités prévues aux précédents paragraphes.

L'exploitant informe par écrit le fonctionnaire chargé de la surveillance de la date d'ouverture de la saison. Il joint à son envoi une copie des résultats d'analyse d'eau de bassin.

Le bassin n'est ouvert que si les résultats sont conformes.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et des incendies*

Art. 38. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modifications des lieux et des circonstances, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du Bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et les explosions dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 39. § 1^{er}. Pour les bassins de natation existants à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

1. les articles 4, § 2 et § 3, 7, § 7, 8, 9, 11, 15, 25, § 2, alinéa 3 (dans l'attente de l'existence du brevet de base, les sauveteurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique) 30, 32, § 1, § 2, § 3, § 4 alinéas 2 et 3; 33; 34 sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2005.

2. les articles 4, § 1^{er}, § 4 à § 7; 5 alinéa 1^{er}; 7, § 1^{er} à § 4 et § 6, § 8; 31, § 1^{er}; 32, § 4 alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas.

Art. 40. Le présent arrêté entre en vigueur lors de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 41. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 1

FICHE D'ACCIDENT EN PISCINE

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine Autre :

-Accident corporel -

À remplir par le responsable de la surveillance et par le Directeur de l'établissement

Date :/...../.....	Heure :	Lieu :
<u>Personne accidentée</u>		
Nom :	Prénom :	Tél. :/.....
Adresse :	Sexe : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
Age :	Groupe :	
Individuel :		
Responsable de l'encadrement :	Nom :	Prénom :
Forme d'accident	Type d'infrastructure impliquée	
<input type="checkbox"/> <u>Dans l'eau</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Noyade (issue favorable ou non) <input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Escalier sous eau <input type="checkbox"/> Carrelage 	
<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Contact avec autre usager <input type="checkbox"/> Malaise <input type="checkbox"/> Hydrocution <input type="checkbox"/> Autres : 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Echelle/main courante <input type="checkbox"/> Ligne de nage ou corde <input type="checkbox"/> Grille <input type="checkbox"/> Structure flottante <input type="checkbox"/> Toboggan <input type="checkbox"/> Plongeoir <input type="checkbox"/> Plot de départ / bord <input type="checkbox"/> Autres : 	

<input type="checkbox"/> <i>Hors de l'eau</i> (mais dans le hall du bassin)	
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec	<input type="checkbox"/> Structure sous toboggan
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé	<input type="checkbox"/> Escalier
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure	<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager	<input type="checkbox"/> Colonne
<input type="checkbox"/> Malaise	<input type="checkbox"/> Banc
<input type="checkbox"/> Autres :	<input type="checkbox"/> Echelle/main courante
	<input type="checkbox"/> Portes
	<input type="checkbox"/> Toboggan
	<input type="checkbox"/> Plongeoir
	<input type="checkbox"/> Plot de départ / bord
	<input type="checkbox"/> Pédiluve
	<input type="checkbox"/> Autres :
<u>Autre endroit</u>	<input type="checkbox"/> Douche <input type="checkbox"/> Toilettes <input type="checkbox"/> Hall d'entrée <input type="checkbox"/> Cafétéria <input type="checkbox"/> Vestiaire <input type="checkbox"/> Tribune <input type="checkbox"/> Autres :
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol sec	<input type="checkbox"/> Escalier
<input type="checkbox"/> Glissade/chute sur sol mouillé	<input type="checkbox"/> Porte
<input type="checkbox"/> Contact avec infrastructure	<input type="checkbox"/> Armoire
<input type="checkbox"/> Contact avec autre usager	<input type="checkbox"/> Cabine vestiaire
Malaise	<input type="checkbox"/> Carrelage/maçonnerie
<input type="checkbox"/> Appareil électrique	<input type="checkbox"/> Autres :

<u>Types de lésions</u>	<input type="checkbox"/> Décès par noyade	<input type="checkbox"/> Début de noyade	<input type="checkbox"/> Brûlure
	<input type="checkbox"/> Décès par autre cause	<input type="checkbox"/> Fracture	<input type="checkbox"/> Contusion
	<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux	<input type="checkbox"/> Piqûre	<input type="checkbox"/> Autres :
	<input type="checkbox"/> Intoxication	<input type="checkbox"/> Lésions cutanées	

<u>Intervention</u>	❖ <i>Interne</i>	<input type="checkbox"/> Réanimation pulmonaire
		<input type="checkbox"/> Réanimation cardio-pulmonaire
	❖ <i>d'un service extérieur</i>	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Médecin de garde
		<input type="checkbox"/> Autre service médical
	❖ <i>clôture</i>	<input type="checkbox"/> Départ victime par Service 100
		<input type="checkbox"/> Départ victime par propres moyens
		<input type="checkbox"/> Autre

Nom : **Fonction :** **Date**...../...../..... **Signature**

Partie à remplir par le Directeur**Mesures de prévention adoptées ou à adopter**

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Modification d'organisation du travail | <input type="checkbox"/> Renforcement surveillance |
| <input type="checkbox"/> Modification d'infrastructure | <input type="checkbox"/> Rappel des consignes |
| <input type="checkbox"/> Aucune | <input type="checkbox"/> Autres : |

Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...

Nom : **Date :**/...../... **Signature :**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 2
INCIDENT TECHNIQUE AYANT ENTRAINE L'EVACUATION
OU LA FERMETURE DE LA PISCINE

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine Autre :

A remplir par le Directeur de l'établissement

FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT

Date et heure de l'incident :

Lieu exact :

Cause (voir détails proposés ci-après):

Date et signature du Directeur

Caractéristiques de la piscine

	dimension	volume	Autres bains :
❖ <i>Grand bain</i>			
❖ <i>Petit bain</i>			

❖ Désinfection de l'eau	<input type="checkbox"/> NaClO	<input type="checkbox"/> Cl ₂	<input type="checkbox"/> Ag / Cu	<input type="checkbox"/> Ozone
	<input type="checkbox"/> Autre à décrire :			
❖ Filtration	<input type="checkbox"/> Sable	<input type="checkbox"/> Diatomée	<input type="checkbox"/> Autre	
❖ Energie	<input type="checkbox"/> Gaz	<input type="checkbox"/> Fuel	<input type="checkbox"/> Autre	

Piscine construite en 19..... :

CAUSE(S) DE LA FERMETURE

A - L'EAU

Caractéristiques lors de la fermeture

= pH =
 = chlore libre =mg/l
 = chlore combiné =mg/l
 = température = °c

Sa qualité

- qualité physique : transparence odeur
- qualité chimique : chlore -----> libre pH
- > combiné urée
- qualité bactériologique : nombre total de germes chlorures
- streptocoque staphylocoque
- température : coupure d'alimentation pseudomonas
- autre :
- chauffage

O Circulation de l'eau

- bac tampon apport d'eau neuve pompage débit
- vidange goulottes autre :

O Filtration

- colmatage masse filtrante floculant autre :
- Préciser :

O Désinfection de l'eau = nature du produit=

- mise en œuvre : canalisation
 : injection
 : dosagemg/l circuit
- contact/réaction entre produits chimiques

O Coupure d'alimentation d'eau

- autre

O Traitement complémentaire de l'eau

- Correction du pH**
- mise en œuvre : canalisation
 : injection
 : dosage pH =circuit
- autre
- Lutte contre les algues**
- algues en suspension dans l'eau

B - L'AIR

Sa qualité

- air vicié : mauvaises odeurs : chloramines
 : chlore sous forme gazeuse
 : autre substance toxique
- excès d'humidité
- manque de renouvellement
- température

Origine

- Circulation d'air**
- groupes de pulsion entrave de la circulation autre
- Installation de chauffage** (air et eau)
- panne de chaudière expliquez
- échangeur autre

Conséquences

- évacuation immédiate de la piscine
- fermeture -----> durée : heure(s) jour(s)
- y a-t-il eu des victimes ? OUI NON
 préciser éventuellement

- Moyens techniques mis en œuvre, pour régulariser la situation:
-
-

- Mesures de prévention adoptées ou à adopter
 - aucune
 - modification d'infrastructure
 - modification d'organisation du travail
 - nouvelles consignes
 - renforcement surveillance
 - formation du personnel

- Joindre, éventuellement, en annexe, une description détaillée de l'incident

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 3

RAPPORT ANNUEL ACCIDENTS CORPORELS EN PISCINE

Nom de la piscine :
Rue :
Code Postal :
Localité :
Téléphone :
Fax :
Email :
Nom du Directeur :
Type d'institution : Ecole - Piscine seule - Complexe sportif avec piscine Autre :

- Année civile : -

A remplir par le Directeur de l'établissement

Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée	
a) <i>Dans l'eau</i> 1) Noyade (issue favorable ou non) 2) Contact avec infrastructure 3) Contact avec autre usager 4) Malaise 5) Contact avec fond 6) Autres :	<u>Nbre</u>	10) Escalier sous eau 11) Carrelage 12) Echelle/main courante 13) Ligne de nage ou corde 14) Grille 15) Structure flottante 16) Toboggan 17) Plongeoir 18) Plot de départ / bord 19) Autres :	<u>Nbre</u>
		Total	
b) <i>Hors de l'eau (dans le hall du bassin)</i> 1) Glissade/chute sur sol sec 2) Glissade/chute sur sol mouillé 3) Contact avec infrastructure 4) Contact avec autre usager 5) Malaise 6) Autres :	<u>Nbre</u>	10) Structure sous toboggan 11) Escalier 12) Carrelage/maçonnerie 13) Colonne 14) Banc 15) Echelle/main courante 16) Portes 17) Toboggan 18) Plongeoir 19) Plot de départ / bord 20) Pédiluve 21) Autres :	<u>Nbre</u>
		Total	

<i>Autres endroits :</i>			
Douche			
Cafétéria			
Vestiaire			
Tribune			
Toilettes			
Hall d'entrée			
Autres :			
Forme d'accident		Type d'infrastructure impliquée (à compléter pour chaque endroit)	
	Nombre		Nombre
1) Glissade/chute sur sol sec 2) Glissade/chute sur sol mouillé 3) Contact avec infrastructure 4) Contact avec autre usager 5) Malaise 6) Autres :		10) Structure sous toboggan 11) Escalier 12) Carrelage/maçonnerie 13) Colonne 14) Banc 15) Echelle/main courante 16) Portes 17) Toboggan 18) Plongeoir 19) Plot de départ / bord 20) Pédiluve 21) Autres :	
		Total	

<i>Types de lésions</i>	
	Nombre
<input type="checkbox"/> Décès par noyade	
<input type="checkbox"/> Décès par autre cause	
<input type="checkbox"/> Lésion aux yeux	
<input type="checkbox"/> Intoxication	
<input type="checkbox"/> Début de noyade	
<input type="checkbox"/> Fracture	
<input type="checkbox"/> Piqûre	
<input type="checkbox"/> Lésions cutanées	
<input type="checkbox"/> Brûlure	
<input type="checkbox"/> Contusion	
<input type="checkbox"/> Autres :	

Mesures de prévention adoptées ou à adopter

- Modification d'organisation du travail
- Modification d'infrastructure
- Aucune
- Renforcement surveillance
- Rappel des consignes
- Autres :

Mesures adoptées	Mesures à adopter

Notes/remarques complémentaires (voir annexe) notamment relatives aux mesures prises ou à prendre en matière d'organisation, de prévention, ...

Date :/...../.....

Signature du Directeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 fixant les conditions intégrales relatives aux bassins de natation visés à la rubrique n° 92.61.01.01.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1613

[C — 2003/27272]

**13. MÄRZ 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die gesamten Bedingungen für die in der Rubrik Nr. 92.61.01.01 erwähnten Schwimmbäder**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;
Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 34.297/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter Schwimmbädern jegliches künstliches Schwimmbad, das hauptsächlich zur Ausübung des Schwimmsports und jeglicher anderen Heil-, Freizeit- und Sporttätigkeit gedacht ist.

Art. 2 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in der Rubrik 92.61.01.01 erwähnten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar: Hallenschwimmbäder und Freibäder, die anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt werden, wenn die Fläche höchstens 100 m² oder die Tiefe höchstens 40 cm beträgt.

Art. 3 - Die Schwimmbäder sind zweier Art:

1. Typ A: Hallenschwimmbäder in geschlossenem Kreislauf, deren Fläche höchstens 100 m² oder deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt;

2. Typ B: Freibäder in geschlossenem Kreislauf, deren Fläche höchstens 100 m² oder deren Tiefe höchstens 40 cm beträgt.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 4 - § 1. Der Boden, die Decken und die Seitenwände der Räume der Badeanstalt sind aus einem undurchlässigen, korrosionsbeständigen und leicht abwaschbaren Material gebaut.

§ 2. Alle technischen und sonstigen Inneneinrichtungen sind aus fäulnissicherem, korrosionsbeständigem und leicht abwaschbarem Material und stellen keine Verletzungsgefahr dar.

§ 3. Bis zu einer Höhe von 2 Metern ab dem Boden sind alle scharfen Kanten und vorspringenden Teile mit einer stoßdämpfenden Schutzvorrichtung versehen.

§ 4. Die Seitenwände und der Boden des Schwimmbeckens, sowie die Umkleiden sind aus hartem Material und mit einer undurchlässigen, fäulnissicheren, leicht abwaschbaren Verkleidung versehen, die keine Verletzungsgefahr darstellt.

§ 5. Die Seitenwände des Schwimmbeckens mit einer Tiefe von mehr als 1 Meter sind mit einer Stütze für die Hände oder für die Füße versehen.

§ 6. Die Wasserein- und Abführung im Schwimmbecken sind derart eingerichtet, dass die Stagnierung des Wassers eingeschränkt wird;

§ 7. An der tiefsten Stelle des Schwimmbeckens ist eine Vorrichtung zur Wasserabführung angebracht, um das Becken zu entleeren.

Eine Bodenneigung von mindestens 1% führt das abzuleitende Wasser zu dieser Vorrichtung.

§ 8. Die Ein- und Ausmündungen in dem Becken, insbesondere für Wasser und Luft, sind derart eingerichtet, dass sie keine Gefahr darstellen, insbesondere Schnittwunden- und Aufsauggefahr für die Badegäste.

Art. 5 - Die Badeanstalt ist an ein Trinkwasserverteilernetz angeschlossen.

Wenn das für die Duschen und Waschbecken benutzte Wasser kein Leitungswasser ist, muss es den für das Leitungswasser festgelegten Normen entsprechen.

Art. 6 - Die Anzahl der Sanitäreinrichtungen ist der Aufnahmekapazität der Badeanstalt angepasst.

Art. 7 - § 1. Die Schwimmbeckenränder sind derart angeordnet, dass die Badegäste schnell und leicht evakuiert werden können.

§ 2. Der direkte Zugang, der aus den Umkleiden oder den Vergnügungsbereichen zu den Schwimmbeckenrändern führt, befindet sich an der Stelle mit der geringsten Tiefe.

§ 3. Die Schwimmbeckenränder sind derart gebaut, dass deren Abwasser nicht in das Schwimmbecken oder in die Vorrichtungen zur Aufbereitung des Beckenwassers abfließen kann.

§ 4. Einer der Beckenränder um das Schwimmbecken herum ist mindestens 1,5 Meter breit.

§ 5. Das Abwasser wird zu den an die Kanalisationen angeschlossenen Vorrichtungen zur Wasserableitung geleitet. Diese sind mit einem Filterrost versehen.

§ 6. Alle Böden des Schwimmbeckens, einschließlich der Fliesen und Fugen, auf denen barfuß gegangen wird, sind aus hartem, undurchlässigem, fäulnissicherem, rutschfestem, gegen die benutzten chemischen Mittel widerstandsfähigem, leicht abwaschbarem Material, das keine Verletzungsgefahr darstellt.

§ 7. Mindestens ein leicht zugänglicher Zapfhahn ist zwecks Probenahmen vor jeglicher in Artikel 14, § 4 erwähnten Wasserbehandlung installiert.

§ 8. Alle Zugänge, die zu den Schwimmbeckenrändern

führen und aus den Umkleiden, Toiletten oder anderen Zonen mit Ansteckungsgefahr, wie Sanitäreinrichtungen, Umkleideräume, Solarien oder Saunas kommen, enthalten mindestens ein Fußwaschbecken oder eine Fußdusche.

Die Fußwaschbecken und Fußduschen sind derart installiert, dass die Badegäste zwangsläufig durch diese gehen müssen, um zur Badehalle zu gelangen.

§ 9. Die Fußwaschbecken und Fußduschen sind mit desinfizierendem Wasser versorgt.

Art. 8 - Wenn für die Behandlung des Beckenwassers Pumpen zur Einspritzung eines Desinfektionsmittels und pH-Korrektors benutzt werden, wird deren Betrieb unmittelbar und automatisch durch das Aussetzen der Pumpen, die den Wassenumlauf gewährleisten, oder durch eine Verringerung des Durchflusses, der auf weniger als 40% des normalen Werts herabfällt, unterbrochen. Falls die Einspritzung des Desinfektionsmittels und des pH-Korrektors in dieselbe Leitung erfolgt, befinden sich diese Einspritzstellen mehr als zwei Meter entfernt.

Art. 9 - § 1. Alle Ausrüstungen sind aus widerstandsfähigem Material, insbesondere gegen Korrosion. Ihre Oberflächen sind fäulnissicher, leicht abwaschbar und stellen keine Verletzungsgefahr dar.

§ 2. Die Tiefe des Schwimmbeckenwassers ist der Verwendung der Sprungbretter, der Wasserrutschbahnen und anderen Vergnügungsausrüstungen angepasst.

§ 3. Die Leiter und Zugangsplattform der Wasserrutschbahnen, Sprungbretter und anderen Vergnügungsausrüstungen sind mit Sicherheitsvorrichtungen versehen, die derart konzipiert sind, dass jegliche Sturzgefahr vermieden wird. Sie sind mit einem rutschfesten Material überzogen und leicht abwaschbar.

§ 4. Der Innenbelag der Rutschbahn ist durchgehend glatt, damit ein natürlicher Rutschvorgang erfolgen kann. Es wird kein chemisches Mittel benutzt, um diesem nachzuhelfen.

Der Auslaufbereich einer mehr als 2 Meter hohen Wasserrutschbahn bleibt in einem Umkreis von mindestens 2,5 Metern frei. Er wird deutlich gekennzeichnet und abgegrenzt..

KAPITEL III. — Betrieb

Abschnitt 1 — Betriebsweise

Art. 10 - § 1. Die Räume und Einrichtungen der Badeanstalt, sowie das Material werden in einem makellos sauberen und betriebsfähigen Zustand gehalten.

§ 2. Die Badeanstalt verfügt über eine Dienstordnung und über schriftliche Verfahren zum normalen Funktionieren, in denen im Notfall die zu treffenden Maßnahmen angegeben werden, damit unter jeglichen Umständen der reibungslose Betrieb gewährleistet ist.

Die Dienstordnung und die Verfahren werden mindestens einmal im Jahr aktualisiert. Jedes betroffene Personalmitglied erhält eine Abschrift gegen Empfangsbescheinigung davon.

§ 3. Eine Abschrift der Erklärung bezüglich dieser Badeanstalt ist an einer sichtbaren Stelle auf den von den Badegästen zwangsläufig begangenen Wegen ausgehängt.

Art. 11 - § 1. Die Duschen verfügen über Warmwasser oder über Kalt- und Heißwasser.

Art. 12 - Der Betreiber führt eine Aufzeichnungsakte, in der folgende Auskünfte eingetragen werden:

- 1° die Ergebnisse der Analysen, die er gemäß den §§ 1 und 2 des Artikels 36 täglich durchführt;
- 2° die Ergebnisse der Analysen, die regelmäßig von dem Kontrolllaboratorium gemäß § 3 des Artikels 36 durchgeführt werden;
- 3° für die Schwimmbäder, die über die in Artikel 8 erwähnten Pumpen verfügen, die zum Zeitpunkt der Probenahmen durch das Laboratorium aufgezeichneten pH-Werte, und für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbecken, die Chlorwerte;
- 4° die Daten der Filterspülungen und der Ersetzung des Filtermaterials;
- 5° die tägliche Besucherzahl des Schwimmbads;
- 6° jegliche technische Fehlerhaftigkeit oder Betriebsstörung;
- 7° jeglicher Unfall mit Verletzten unter den Besuchern, der zwangsweise mittels des in der Anlage 1 angegebenen Formulars schriftlich festgehalten wird;
- 8° jegliche technische Betriebsstörung, die zwangsweise mittels des in der Anlage 2 angegebenen Formulars schriftlich festgehalten wird;
- 9° die monatlichen Ablesungen des Wasserzählerstands;
- 10° die Beobachtungen bezüglich der technischen Überprüfungen der Anlage.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Aufzeichnungsakte wird dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung gestellt und während 5 Jahren aufbewahrt.

Art. 13 - § 1. Der mit der Überwachung beauftragte Bedienstete wird innerhalb von 48 Stunden von jeglichem Unfall mit Verletzten, der den Tod oder eine Krankenhausüberweisung zur Folge hatte, und von jeglicher Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Betriebsschließung geführt hat, in Kenntnis gesetzt.

§ 2. Jeder bedeutende Unfall mit Verletzten wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 1 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 3. Jede Betriebsstörung, die zur Evakuierung oder Schließung des Schwimmbads geführt hat, wird auf einem Formular, dessen Muster in der Anlage 2 angegeben wird, schriftlich festgehalten.

§ 4. Jedes Jahr vor dem ersten April übermittelt der Betreiber dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten eine zusammenfassende Übersicht der in Artikel 12, § 1, 7° erwähnten Unfälle, die sich im Laufe des Vorjahrs ereignet haben.

Die zusammenfassende Übersicht wird gemäß dem in der Anlage 3 angegebenen Formular verfasst.

Art. 14 - § 1. Wenn es sich bei dem Wasser zum Auffüllen des Schwimmbeckens und dem Ergänzungswasser nicht um Leitungswasser handelt, müssen diese den für die Wasserverteilung festgelegten Normen entsprechen.

§ 2. Um die von den Bestimmungen des Artikels 37 erforderte Übereinstimmung der Qualität des Wassers zu gewährleisten, wird täglich eine ausreichende Menge frischen Wassers hinzugefügt.

§ 3. Das Schwimmbeckenwasser enthält keinerlei Bestandteile oder Keime, die in derartigen Mengen vorhanden sind, dass für die Gesundheit der Badegäste Gefahr besteht.

§ 4. Das Verfahren zur Aufbereitung des Schwimmbeckenwassers besteht aus einer Vorfiltration, Filterung, Desinfektion und einem System zur Frischwasserzugabe.

Für die mit Chlor desinfizierten Schwimmbäder besteht das Verfahren ebenfalls aus einer pH-Korrektur.

§ 5. Chemische Mittel dürfen nicht unmittelbar in das Schwimmbecken eingespritzt werden.

Art. 15 - Das Schwimmbeckenwasser wird innerhalb eines Zeitraums von höchstens 2 Stunden vollständig aufbereitet.

Art. 16 - Für die Schwimmbäder des Typs B wird das Becken vor Eröffnung der Saison entleert und gereinigt.

Abschnitt 2 — Auf die Schwimmbäder des Typs A anwendbare Bestimmungen

Art. 17 - Die Luftumwälzungssysteme und Luft-, Dampf- und Rauchableitungssysteme sind derart eingerichtet, dass sie den Publikumsverkehr und die Nachbarschaft nicht belästigen.

Art. 18 - Die zur Belüftung der Badeanstalt bestimmte Frischluft wird in ausreichender Entfernung von den Behältern mit gefährlichen Produkten und von jeglicher anderen Verschmutzungsquelle, wie Schornsteine und Parkplätze, im Freien entnommen.

Art. 19 - Die in der Schwimmbadhalle umgewälzte Luftmenge und der Luftwechsel — Frischluftzufuhr — gewährleisten eine gute Luftqualität.

Art. 20 - Der relative Feuchtigkeitsgehalt der Luft wird unter 65% gehalten. Zur Kontrolle dieses Gehalts verfügt der Betreiber in der Schwimmbadhalle über ein zwischen 1,5 und 2 Meter Bodenhöhe angebrachtes Hygrometer in gutem Betriebszustand.

Art. 21 - § 1. Die Schwimmbadhalle verfügt über ein Thermometer in gutem Betriebszustand.

§ 2. Während der Öffnungszeiten für den Publikumsverkehr überschreitet die Lufttemperatur der Schwimmbadhalle mindestens um 2 °C diejenige des Wassers des größten Schwimmbeckens.

Abschnitt 3 — Sicherheit

Art. 22 - Das Schwimmbecken ist für die auswärtigen Rettungsdienste leicht zugänglich und derart konzipiert, dass eine Person leicht und schnell auf einer Tragbahre abtransportiert werden kann.

Art. 23 - Eine Notbeleuchtung ist in den dem Publikumsverkehr zugänglichen Räumen, einschließlich der Evakuierungsbereiche, sowie in den technischen Räumen und deren Zugängen, vorgesehen.

Art. 24 - § 1. Die durchsichtigen Türen und Wände sind sichtbar gemacht und es sind Vorkehrungen getroffen, damit Verletzungen der Badegäste im Falle von Glasbruch verhindert werden.

§ 2. Alle Ausgänge, einschließlich der Notausgänge, sind für die Personen, die sich in den Räumen der Badeanstalt befinden, zugänglich.

§ 3. Alle Ausgänge, einschließlich der Notausgänge, sind durch ordnungsgemäße Bildzeichen angezeigt. Diese sind deutlich sichtbar. Die Bildzeichen sind normal beleuchtet und mit einer Notbeleuchtung versehen.

Die Türen lassen sich in Richtung des Ausgangs öffnen.

Art. 25 - § 1. Die Überwachung ist der Anlage, sowie der Besucherzahl und Bart des Schwimmbads angepasst.

Der Betreiber stellt eigens für seine Badeanstalt ein Überwachungsprogramm auf. Dieses Programm wird dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung gestellt.

§ 2. Die Badegäste stehen unter der unmittelbaren und ständigen Aufsicht von mindestens einer für deren Sicherheit verantwortlichen Person.

In einem Schwimmbecken mit einer maximalen Wasserhöhe von mehr als 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Personen im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß dem Dekret vom 26. April 1999 zur Organisierung des Sports in der französischen Gemeinschaft oder gemäß dem Erlass der Exekutive der deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Januar 1993 zur Einsetzung einer Sportkommission und Festlegung ihrer Aufgaben ausgestellten oder beglaubigten höheren Rettungsschwimmerdiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

In einem Schwimmbecken mit einer maximalen Wasserhöhe von höchstens 1,4 Metern sind die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Personen im Besitz des von der zuständigen Verwaltungsbehörde gemäß dem Dekret vom 26. April 1999 zur Organisierung des Sports in der französischen Gemeinschaft oder gemäß dem Erlass der Exekutive der deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Januar 1993 zur Einsetzung einer Sportkommission und Festlegung ihrer Aufgaben ausgestellten oder beglaubigten Rettungsschwimmergrunddiploms oder jeglicher sonstigen, von der Verwaltungsbehörde als gleichwertig anerkannten Qualifikation.

§ 3. Der Paragraph 2 des vorliegenden Artikels ist nicht auf die Schwimmbecken der touristischen Unterbringungsbetriebe, wie:

- Hotels;
- Ferienwohnungen auf dem Land;
- Campings während der Perioden, in denen der Zugang allein den dort wohnhaften Personen vorbehalten ist;
- therapeutische Schwimmbäder anwendbar.

§ 4. Die für die Sicherheit der Badegäste verantwortlichen Rettungsschwimmer erhalten mindestens einmal im Jahr ein obligatorisches Training zum Erlernen der Erste-Hilfe-, Wiederbelebungs- und Rettungsmethoden.

Die Modalitäten dieses Trainings sind von der in § 2, Absätze 2 und 3 erwähnten zuständigen Verwaltungsbehörde anerkannt.

Eine Abschrift des Diploms oder des Zeugnisses wird am Betriebsort aufbewahrt und steht dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung.

Art. 26 - Die höchstzulässige Besucheranzahl der Schwimmbäder überschreitet niemals einen Badegast auf zwei Quadratmeter Wasserfläche.

Art. 27 - Die Wassertiefe und die Stellen mit Tauchverbot sind deutlich für die Badegäste an allen Stellen angezeigt, an denen die Sicherheit gefährdet sein kann.

Jede plötzliche Änderung der Wassertiefe ist deutlich angezeigt.

Art. 28 - Die Badeanstalt ist mindestens mit einem Telefonposten mit einer direkten, jederzeit leicht zugänglichen Auswärtsverbindung ausgerüstet.

Art. 29 - § 1. Die Badeanstalt enthält einen leicht zugänglichen Erste-Hilferaum oder Bschränk, der mit Pflege- und Wiederbelebungsmaterial ausgerüstet ist, das in einem perfekten, direkt einsatzfähigen Zustand gehalten wird.

§ 2. Das Pflegematerial enthält mindestens den vorschrittmäßigen Inhalt der in Artikel 178 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erwähnten Notfalltasche.

§ 3. Das Wiederbelebungsmaterial besteht aus einem Sauerstoffbehandlungsmaterial wie folgt:

1° einer Atemmaske für Erwachsene;

2° einer Atemmaske für Kinder;

3° einem autostatischen kompressiblen Beatmungsbeutel mit Patientenventil und Einlassventil;

4° einer medizinischen Sauerstoffflasche, die mit einem Druckminderer und Durchflussmesser versehen und an den Beatmungsbeutel angeschlossen ist. Die Sauerstoffflasche muss einem von einem durch den Königlichen Erlass vom 29. April 1999 über die Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassenen auswärtigen Dienst durchgeführten Prüfdruck unterzogen werden.

§ 4. Der Paragraph 3 des vorliegenden Artikels ist nicht auf die Schwimmbecken mit einer maximalen Wasserhöhe von höchstens 1,4 Metern und auf die Schwimmbecken der touristischen Unterbringungsbetriebe, wie Hotels, Ferienwohnungen auf dem Land, Campings während der Perioden, in denen der Zugang allein den dort wohnhaften Personen vorbehalten ist, therapeutische Schwimmbäder anwendbar.

Art. 30 - Für die Schwimmbäder des Typs A erfolgt die Belüftung der Räume zur Lagerung der gefährlichen Produkte lediglich nach Außen und ist von den Außenlufteinlässen des Schwimmbeckens entfernt.

Art. 31 - § 1. Die technischen Räume und Lagerräume sind zur Lieferung der Produkte leicht zugänglich, ohne es für den Publikumsverkehr zu sein.

§ 2. Die Behälter der chemischen Mittel, die Lagerräume und Rohrleitungen sind gekennzeichnet oder identifiziert.

§ 3. Der Betreiber führt ein Verzeichnis mit folgenden Auskünften:

1° Bezeichnung, Eigenschaften und Lieferungsdaten der in der Badeanstalt benutzten chemischen Mittel;

2° die eventuellen Zwischenfälle, sowie alle Unterhaltungsarbeiten, Pannen, Reparaturen oder Unfälle.

§ 4. Ein von dem Betreiber bezeichnetes Personalmitglied führt täglich eine Überprüfung der gesamten Anlage durch.

Ein von dem Betreiber bezeichnetes Personalmitglied ist bei jeder Lieferung von gefährlichen Produkten anwesend.

Art. 32 - § 1. Die Lagerung in loser Schüttung der gefährlichen Produkte erfolgt in getrennten, ausschließlich zur Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen.

§ 2. Die Produkte in loser Schüttung, die untereinander reagieren können, werden in getrennten, ausschließlich zur Lagerung dieser Produkte vorbehaltenen Räumen gelagert.

§ 3. Zwischen dem Tank des Lastwagens zur Lieferung von chemischen Mitteln in loser Schüttung und dem Eingang der Lagereinrichtung der Badeanstalt wird ein Rohr ohne Zwischenverbindungsstück benutzt. Es werden spezifische, mit inkompatiblen Ansatzstücken versehene Rohre benutzt.

Für jedes gefährliche Produkt wird ein mit einem für den Typ des Produktes spezifischen Ansatzstück versehenes und mit den Ansatzstücken anderer Produkte inkompatibles Rohr benutzt.

§ 4. Die in loser Schüttung gelagerten Produkte werden in geschlossenen Behältern von mindestens 1 500 Litern gelagert, die jeder in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht sind, dessen Fassungsvermögen mindestens 110% des Behälters beträgt, den es aufnimmt. Diese Behälter sind mit einem deutlich sichtbaren Höhenstandsanzeiger und einem Entgasungssystem mit Gas-Luftwäscher versehen, um giftige Ausströmungen zu verhindern. Diese Behälter dürfen lediglich in ihrem oberen Teil Öffnungen haben.

Die Zwischenbehälter sind jeder in einem zu diesem Zweck konzipierten Retentionsbecken untergebracht sind, dessen Fassungsvermögen mindestens 110% des Behälters beträgt, den es aufnimmt.

Art. 33 - § 1. Die Lagerung der gefährlichen Produkte in Kanistern erfolgt an einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Platz.

Wenn es sich um einen Raum handelt, ist er lediglich durch Freiluft belüftet und wenn es sich um die Schwimmbäder des Typs A handelt, von den Außenlufteinlässen des Schwimmbeckens entfernt.

§ 2. Die Kanister sind nicht aufgestapelt und sind in Retentionsbecken mit einem Fassungsvermögen von 50% des gesamten gelagerten Volumens oder in individuellen Retentionskästen mit einem Fassungsvermögen von 110% des gelagerten Volumens des Kanisters gelagert.

Die Produkte, die untereinander reagieren können, werden in getrennten Retentionskästen gelagert.

Art. 34 - Die Verwendung von verflüssigtem Chlor unter Druck ist verboten.

Abschnitt 4 — Kontrolle

Art. 35 - § 1. Die Hochspannungsanlagen der Badeanstalt werden jährlich von einer für die Kontrolle der elektrischen Anlagen zugelassenen Einrichtung kontrolliert.

§ 2. Die Niederspannungsanlagen der Badeanstalt werden alle fünf Jahre von einer für die Kontrolle der elektrischen Anlagen zugelassenen Einrichtung kontrolliert.

§ 3. Der Betreiber stellt dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten die Kontrollberichte zur Verfügung.

Art. 36 - § 1. Der vorliegende Paragraph ist lediglich auf die Schwimmbecken anwendbar, für die als Verfahren zur Desinfektion des Wassers das Chlor (NaOCl oder Cl₂) benutzt wird.

Das freie wirksame Chlor und das gebundene Chlor werden vom Betreiber mindestens täglich und stets an der gleichen Stelle an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort mittels einer Probenahme des Beckenwassers kontrolliert.

§ 2. Die Sichttiefe und die Temperatur des Wassers, sowie der pH-Wert werden vom Betreiber mindestens täglich und stets an der gleichen Stelle an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort mittels einer Probenahme des Beckenwassers kontrolliert.

§ 3. Mindestens jeden Monat überprüft ein von der Wallonischen Region für die Wasseranalyse zugelassenes Laboratorium die in Artikel 37 erwähnten chemischen, bakteriologischen und physikalischen Parameter.

§ 4. Ein vorschriftswidriges bakteriologisches Ergebnis verlangt unverzüglich eine neue Analyse.

Wenn die Ergebnisse der Letzteren wiederum vorschriftswidrig sind, wird das Schwimmbad bis zur Normalisierung der Lage geschlossen.

Eine Überschreitung der höchstzulässigen Werte in 10% der in den letzten 10 vorhergehenden Monaten analysierten Probenahmen wird geduldet.

§ 5. Die zu analysierenden Probenahmen erfolgen mindestens zwei Stunden nach Öffnung des Schwimmbads und stets an den gleichen Stellen, das heißt in der Nähe des Beckenrands in den ersten 30 Zentimetern ab der Oberfläche, und an einem möglichst weit vom Einlass des behandelten Wassers in das Becken entfernten Ort.

Die Probenahme wird von dem Laboratorium durchgeführt.

Die Uhrzeit und die Anzahl der Badegäste werden angegeben.

Das Desinfektionsmittel wird sorgfältig in der der mikrobiologischen Analyse vorbehaltenen Probenahme neutralisiert.

Der pH-Wert wird zum Zeitpunkt der Probenahme von dem Laboratorium gemessen.

Für die Schwimmbäder, die Chlor als Desinfektionsmittel benutzen, werden zum Zeitpunkt der Probenahme ebenfalls das freie Chlor und das Gesamtchlor gemessen.

§ 6. Der Transport, sowie die Konservierung der Probenahme bis zur Analyse erfolgen bei einer Temperatur von etwa + 4 °C.

Die Analysen werden innerhalb von 24 Stunden ab der Probenahme durchgeführt und die Ergebnisse werden dem Betreiber innerhalb von 7 Werktagen nach der Probenahme übermittelt.

§ 7. Eine Abschrift der Analyseergebnisse wird der Kundschaft und dem mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zur Verfügung gehalten.

§ 8. Die Aushängung des Analysescheins des Badewassers an einer Stelle, die zwangsläufig von den Badegästen betreten wird, z.B. unter anderem bei der Kasse oder am Eingang der Umkleieräume, ist obligatorisch.

§ 9. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann stets zusätzliche Analysen auf Kosten des Betreibers fordern.

Abschnitt 5 — Hygiene und Qualität des Wassers

Art. 37 - § 1. Dieser Artikel ist auf die Schwimmbecken anwendbar, die das Chlor als Verfahren zur Desinfektion benutzen.

§ 2. Die Verwendung anderer Desinfektionstechniken als das Chlor, sowie die Verwendung jeglichen anderen chemischen Mittels oder jeglicher anderen Behandlung als diejenigen, die in diesem Artikel angegeben werden, ist Gegenstand zusätzlicher Bedingungen.

§ 3. Das Wasser eines jeden Schwimmbeckens ist desinfizierend, mit Ausnahme der individuell benutzten Becken, die nach jeder Benutzung geleert werden.

§ 4. Das Schwimmbeckenwasser entspricht den in den nachstehenden Tabellen A, B und C festgelegten Qualitätsnormen:

Tabelle A: CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwert	Grenzwert
PH	Elektrometrie	Sørensen		
untere Grenze				7,0
obere Grenze				7,6
Gemessenes freies Chlor:	Kolorimetrie (DPD,...)			
untere Grenze		mg/l	0,5 Typ A	0,3 Typ A
			1,0 Typ B	0,8 Typ B
obere Grenze			1,0 Typ A	1,5 Typ A
			2,0 Typ B	3,0 Typ B
Gebundenes Chlor: obere Grenze	Kolorimetrie (DPD,...)	mg/l	0,3	0,8
Harnstoff: obere Grenze	Berthelot oder Diacetylmonoxim	mg/l	2,0	
Oxidierbarkeit in warmem und saurem Medium (KmnO ₄): obere Grenze (O ₂)	Titrimetrie mit Kaliumpermanganat	mg/l	5	

Tabelle A: CHEMISCHE PARAMETER				
Arten	Methoden	Einheiten	Werte	
			Leitwert	Grenzwert
Chlorid (mit Ausnahme der salzhaltigen Becken): obere Grenze	Potentiometrie, Titrimetrie oder Ionenchromatographie	mg/l	800	
Wenn Chlorisocyanurate verwendet werden				
freies Chlor: Hypochlorit + unterchlorige Säure + Chlorisocyanurate	Kolorimetrie DPD1 (Diethyl Paraphenylendiamin oder "FREE")			
untere Grenze		mg/l	3	
Obere Grenze			5	
Isocyanursäure	Melamintest	mg/l	< 50	

Tabelle B: BAKTERIOLOGISCHE PARAMETER			
Arten	Methoden	Einheiten	Höchstzulässige Werte
Gesamtanzahl der Kolonien bei 37 °C und nach 48 Stunden Bebrütung	Keimzählung nach Impfung auf Agar-Agar-Nährboden	Anzahl/ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/100 ml	0
Koagulase-positive Staphylokokken	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/100 ml	0
Fäkale Streptokokken	Keimzählung nach Filterung	Anzahl/100 ml	0

Tabelle C: PHYSIKALISCHE PARAMETER		
Arten	Werte	
	Leitwerte	Grenzwerte
Sichttiefe		Sichtbarkeit des Beckengrunds (*)
Sichtbare Verschmutzung	Nicht vorhanden	
Farbe	Keine	

(*) Ein sichtbares Zeichen wird an der tiefsten Stelle angebracht

§ 5. Die Überschreitung der Grenzwerte der vorerwähnten Tabellen A und C, sowie der Tabellen D, E, dieses Artikels erfordert die Schließung des Schwimmbads, wenn dem nicht innerhalb einer halben Stunde abgeholfen wird.

§ 6. Für die Schwimmbäder des Typs B lässt der Betreiber vor Eröffnung der Saison gemäß den in den vorhergehenden Paragraphen vorgesehenen Modalitäten eine vollständige Analyse des Beckenwassers durchführen.

Der Betreiber setzt den mit der Überwachung beauftragten Beamten schriftlich von dem Datum der Saisonöffnung in Kenntnis. Er fügt dieser Einsendung eine Abschrift der Analyseergebnisse des Beckenwassers bei. Das Schwimmbecken wird lediglich dann geöffnet, wenn die Ergebnisse vorschriftsgerecht sind.

KAPITEL IV — Brand- und Unfallverhütung

Art. 38 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeder Änderung der Räumlichkeiten und der Verhältnisse erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — Übergangsbestimmungen

Art. 39 - § 1. Auf die zum Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits bestehenden Schwimmbecken sind die folgenden Artikel nicht anwendbar:

1° die Artikel 4, § 2 und § 3, 7, § 7, 8, 9, 11, 15, 25, § 2, Absatz 3 (in Erwartung des Vorhandenseins des Grunddiploms, sind die Rettungsschwimmer im Besitz des höheren Rettungsschwimmerdiploms), 30, 32, § 1, § 2, § 4 Absätze 2 und 3; 33; 34 sind ab dem 1. Januar 2005 anwendbar.

2° die Artikel 4, § 1, § 4 bis § 7; 5 Absatz 1; 7 § 1 bis § 4 und § 6, § 8; 31 § 1; 32 § 4 Absatz 1 sind nicht anwendbar.

Art. 40 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 41 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. März 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 1

SCHWIMMBADUNFALLKARTE

Bezeichnung des Schwimmbads :
Straße :
Postleitzahl :
Gemeinde :
Telefon :
Fax :
Email :
Name des Direktors :
Art der Einrichtung : Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad Sonstiges :

-Unfall mit Verletzten -

Von der für die Überwachung verantwortlichen Person und von dem Direktor der Badeanstalt auszufüllen

Datum :/...../.....	Uhrzeit :	Ort :
<u>Verletzte Person</u>		
Name :	Vorname :	Tel. :/.....
Anschrift :	Geschlecht : <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
Alter :	Gruppe :	
Individuell :		
Für die Betreuung verantwortliche Person :	Name :	Vorname :
Form des Unfalls	Art der am Unfall beteiligten Infrastruktur	
<input type="checkbox"/> <u>Im Wasser</u> <input type="checkbox"/> Ertrinken (mit oder ohne glücklichem Ausgang) <input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur <hr/> <input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast <input type="checkbox"/> Unwohlsein <input type="checkbox"/> Kaltwasserschock <input type="checkbox"/> Sonstiges :	<input type="checkbox"/> Unterwassertreppe <input type="checkbox"/> Fliesen <input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf <input type="checkbox"/> Schwimmlinie/Seil <input type="checkbox"/> Gitter <input type="checkbox"/> Schwimmende Struktur <input type="checkbox"/> Rutschbahn <input type="checkbox"/> Sprungbrett <input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand <input type="checkbox"/> Sonstiges :	

<i>Außerhalb des Wassers</i> (jedoch in der Schwimmhalle)			
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Struktur unter der Rutschbahn	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Fliesen/Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einem anderen Badegast		<input type="checkbox"/> Säule	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Sonstiges:		<input type="checkbox"/> Leiter/Handlauf	
		<input type="checkbox"/> Türen	
		<input type="checkbox"/> Rutschbahn	
		<input type="checkbox"/> Sprungbrett	
		<input type="checkbox"/> Startblock / Beckenrand	
		<input type="checkbox"/> Fußwaschbecken	
		<input type="checkbox"/> Sonstiges :	
<input type="checkbox"/> <i>Sonstiger Ort</i>	<input type="checkbox"/> Dusche	<input type="checkbox"/> Toiletten	<input type="checkbox"/> Eingangshalle
	<input type="checkbox"/> Cafeteria	<input type="checkbox"/> Umkleieraum	<input type="checkbox"/> Tribüne
	<input type="checkbox"/> Sonstiges :		
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden		<input type="checkbox"/> Treppe	
<input type="checkbox"/> Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden		<input type="checkbox"/> Tür	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer Infrastruktur		<input type="checkbox"/> Schrank	
<input type="checkbox"/> Kontakt mit einer anderen Person		<input type="checkbox"/> Umkleide	
<input type="checkbox"/> Unwohlsein		<input type="checkbox"/> Fliesen/Mauerwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisches Gerät		<input type="checkbox"/> Sonstiges :	
<i>Art der Verletzungen</i>	<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken	<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens	<input type="checkbox"/> Brandwunde
	<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache	<input type="checkbox"/> Knochenbruch	<input type="checkbox"/> Prellung
	<input type="checkbox"/> Augenverletzungen	<input type="checkbox"/> Stichwunde	<input type="checkbox"/> Sonstiges :
	<input type="checkbox"/> Vergiftung	<input type="checkbox"/> Hautverletzungen	

<u>Eingriff</u>	❖ <i>innerbetrieblich</i>	<input type="checkbox"/> Lungen-Wiederbelebung
		<input type="checkbox"/> Herz-Lungen-Wiederbelebung
	❖ <i>eines auswärtigen Dienstes</i>	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Notarzt
		<input type="checkbox"/> anderer Gesundheitsdienst
	❖ <i>Abschluss</i>	<input type="checkbox"/> Abtransport des Verletzten durch den Notdienst 100
		<input type="checkbox"/> Verlassen des Verletzten durch seine eigenen Mittel
		<input type="checkbox"/> Sonstiges
		<input type="checkbox"/>

Name : Funktion : Datum...../...../... Unterschrift

Von dem Direktor auszufüllender Teil

**Getroffene oder zu treffende
Vorbeugungsmaßnahmen**

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation | <input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht |
| <input type="checkbox"/> Änderung der Infrastruktur | <input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen |
| <input type="checkbox"/> Keine | <input type="checkbox"/> Sonstiges : |

**Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der
in Sachen Organisation, Vorbeugung zu treffenden Maßnahmen ...**

Name : Datum :/...../... Unterschrift :

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder als Anlage beigefügt zu werden.
Namur, den 13. März 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 2

**TECHNISCHER ZWISCHENFALL MIT ALS FOLGE DIE EVAKUIERUNG ODER
SCHLIEBUNG DES SCHWIMMBADS**

Bezeichnung des Schwimmbads :
Straße :
Postleitzahl :
Gemeinde :
Telefon :
Fax :
Email :
Name des Direktors :
Art der Einrichtung : Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad Autre :

Von dem Direktor der Badeanstalt auszufüllen

Schließung der Badeanstalt
Datum und Uhrzeit des Zwischenfalls :
Genauer Ort :
Ursache (siehe nachstehende Einzelheiten):
Datum und Unterschrift des Direktors

Merkmale des Schwimmbads

	Größe	Volumen	
❖ <i>Großes Becken</i>			Andere Bäder :
❖ <i>Kleines Becken</i>			

❖ Desinfektion des Wassers	<input type="checkbox"/> NaClO	<input type="checkbox"/> Cl ₂	<input type="checkbox"/> Ag / Cu	<input type="checkbox"/> Ozon
	<input type="checkbox"/> Sonstiges bitte beschreiben :			
❖ Filterung	<input type="checkbox"/> Sand	<input type="checkbox"/> Kieselalge	<input type="checkbox"/> Sonstiges	
❖ Energie	<input type="checkbox"/> Gas	<input type="checkbox"/> Heizöl	<input type="checkbox"/> Sonstiges	

Schwimmbad Baujahr 19..... ;

URSACHE(N) FÜR DIE SCHLIEßUNG

A – WASSER

Merkmale bei der Schließung

= pH =
 = freies Chlor =mg/l
 = gebundenes Chlor =mg/l
 = Temperatur = °c

Seine Qualität

- | | | | |
|--|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> physikalische Qualität | : <input type="checkbox"/> Sichttiefe | <input type="checkbox"/> Geruch | |
| <input type="checkbox"/> chemische Qualität | : <input type="checkbox"/> Chlor -----> <input type="checkbox"/> frei | <input type="checkbox"/> pH | |
| | -----> <input type="checkbox"/> gebunden | <input type="checkbox"/> Harnstoff | |
| <input type="checkbox"/> bakteriologische Qualität | : <input type="checkbox"/> Gesamtzahl der Keime | <input type="checkbox"/> Chloride | |
| | <input type="checkbox"/> Streptokokken | <input type="checkbox"/> Staphylokokken | |
| <input type="checkbox"/> Temperatur | : <input type="checkbox"/> Ausfall der Wasserzufuhr | <input type="checkbox"/> Pseudomonas | |
| <input type="checkbox"/> Sonstiges | : | | |
| <input type="checkbox"/> Heizung | | | |

o WASSERUMLAUF

- Pufferbecken Frischwasserzugabe Pumpsystem Abflussmenge
- Entleerung Abflussrinnen Sonstiges :

o Filterung

- Verstopfung Filtermasse Flockungsmittel Sonstiges :
- Bitte näher angeben :

o Desinfektion des Wassers = Art des Mittels=

- Durchführung : Leitung
 : Einspritzung
 : Dosierungmg/l Kreislauf.....
- Kontakt/Reaktion zwischen den chemischen Mitteln untereinander

o Ausfall der Wasserversorgung

- Sonstiges

o Zusätzliche Behandlung des Wassers

- Korrektur des pH-Werts**
- Durchführung: Leitung
 : Einspritzung
 : Dosierung pH =Kreislauf
- Sonstiges
- Algenbekämpfung**
- im Wasser schwebende Algen

B – LUFT

ihre Qualität

- Abluft : unangenehme Gerüche : Chloramine
 : gasförmiges Chlor
 : sonstiger giftiger Stoff
- übermäßige Feuchtigkeit
- mangelnde Lüfterneuerung
- Temperatur

Ursache

- Luftumwälzung**
- Luftumwälzsystem Behinderung der Umwälzung Sonstiges
- Heizungsanlage** (Luft und Wasser)

- Panne des Heizungskessels bitte erläutern.....
 Austauscher Sonstiges

C – LAGERUNG DER CHEMISCHEN MITTEL

- Art der Lagerung :**
- Chlor Säure
 Versorgung Überlaufen Personen litten an Unwohlsein
 Manipulationsfehler
 Rohrbruch
 undichte Flaschen
 gab es direkten Kontakt mit NaClO und HCl, mit Cl₂-Entwicklung?
 JA NEIN
 Lagerbecken: undicht
 Sonstiges

D – ELEKTRIZITÄT

- mangelnde Stromversorgung
 Sonstiges :.....

Ursache

- Verteilernetz
 technischer Defekt im Schwimmbad
 bitte näher angeben

E – GEBÄUDE

- Struktur Zwischendecke Dach
 Fliesen Abdichtung Fenster Sonstiges

Ursache

- Korrosion Gebäudebewegung Vandalismus Sonstiges

F – DROHUNGEN VON AUBEN

- Bombenalarm Attentat Sonstiges :.....

G - BRAND

- Kläranlage Cafeteria Büroräume
 Umkleideräume Sonstiges

Ursache

- Elektrizität : Kurzschluss Heizungskessel Brandstiftung Sonstiges

Folgen

- sofortige Evakuierung des Schwimmbads
 Schließung -----> Dauer : Stunde(n) Tag(e)
 Gab es Verletzte ? JA NEIN
unter Umständen näher angeben
- zur Regulierung der Lage eingesetzte technische Mittel:
-
-
-
- getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen
- keine
 Änderung der Infrastrukturen
 Änderung der Arbeitsorganisation
- Neue Verhaltensanweisungen
 Verstärkung der Aufsicht
 Ausbildung des Personals
- Unter Umständen eine detaillierte Beschreibung des Zwischenfalls als Anlage beifügen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder als Anlage beigefügt zu werden.
Namur, den 13. März 2003.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 3

JAHRESBERICHT DER UNFÄLLE MIT VERLETZTEN IM SCHWIMMBAD

Bezeichnung des Schwimmbads :
Straße :
Postleitzahl :
Gemeinde :
Telefon :
Fax :
Email :
Name des Direktors :
Art der Einrichtung : Schule - Schwimmbad allein - Sportzentrum mit Schwimmbad Sonstiges :

- Kalenderjahr : -

von dem Direktor der Badeanstalt auszufüllen

Form des Unfalls		Art der beteiligten Infrastruktur	
a) <u>Im Wasser</u> 1) Ertrinken (mit oder ohne glücklichem Ausgang) 2) Kontakt mit einer Infrastruktur 3) Kontakt mit einem anderen Badegast 4) Unwohlsein 5) Kontakt mit dem Beckenboden 6) Sonstiges :	<u>Anzahl</u>	10) Unterwassertreppe 11) Fliesen 12) Leiter/Handlauf 13) Schwimmlinie/Seil 14) Gitter 15) Schwimmende Struktur 16) Rutschbahn 17) Sprungbrett 18) Startblock/Beckenrand 19) Sonstiges :	<u>Anzahl</u>
	Insgesamt		
b) <u>Außerhalb des Wassers (in der Schwimmhalle)</u> 1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden 2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden 3) Kontakt mit einer Infrastruktur 4) Kontakt mit einem anderen Badegast 5) Unwohlsein 6) Sonstiges :	<u>Anzahl</u>	10) Struktur unter der Rutschbahn 11) Treppe 12) Fliesen/Mauerwerk 13) Säule 14) Bank 15) Leiter/Handlauf 16) Türen 17) Rutschbahn 18) Sprungbrett 19) Startblock / Beckenrand 20) Fußwaschbecken 21) Sonstiges :	<u>Anzahl</u>
	Insgesamt		

Andere Orte :			
Dusche			
Cafeteria			
Umkleieraum			
Tribüne			
Toiletten			
Eingangshalle			
Sonstiges :			
Form des Unfalls	Anzahl	Art der beteiligten Infrastruktur (für jeden Ort auszufüllen)	Anzahl
1) Ausrutschen/Sturz auf trockenem Boden 2) Ausrutschen/Sturz auf nassem Boden 3) Kontakt mit einer Infrastruktur 4) Kontakt mit einem anderen Badegast 5) Unwohlsein 6) Sonstiges :		10) Struktur unter der Rutschbahn 11) Treppe 12) Fliesen/Mauerwerk 13) Säule 14) Bank 15) Leiter/Handlauf 16) Türen 17) Rutschbahn 18) Sprungbrett 19) Startblock / Beckenrand 20) Fußwaschbecken 21) Sonstiges : Insgesamt	

Art der Verletzungen	
	Anzahl
<input type="checkbox"/> Tod durch Ertrinken	
<input type="checkbox"/> Tod aus anderer Ursache	
<input type="checkbox"/> Augenverletzungen	
<input type="checkbox"/> Vergiftung	
<input type="checkbox"/> Beginn des Ertrinkens	
<input type="checkbox"/> Knochenbruch	
<input type="checkbox"/> Stichwunde	
<input type="checkbox"/> Hautverletzungen	
<input type="checkbox"/> Brandwunde	
<input type="checkbox"/> Prellung	
<input type="checkbox"/> Sonstiges :	

<u>Getroffene oder zu treffende Vorbeugungsmaßnahmen</u>	
getroffene Maßnahmen	zu treffende Maßnahmen
<input type="checkbox"/> Änderung der Arbeitsorganisation <input type="checkbox"/> Änderung der Infrastruktur <input type="checkbox"/> Keine <input type="checkbox"/> Verstärkung der Aufsicht <input type="checkbox"/> Erinnerung an die Verhaltensanweisungen <input type="checkbox"/> Sonstiges :	
<i>Anmerkungen/zusätzliche Bemerkungen (siehe Anlage) insbesondere bezüglich der in Sachen Organisation, Vorbeugung zu treffenden Maßnahmen , ...</i>	

Datum :/...../.....

Unterschrift des Direktors:

.....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für die Schwimmbäder als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. März 2003.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 1613

[C — 2003/27272]

**13 MAART 2003. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de zwembaden bedoeld in rubriek nr. 92.61.01.01**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7 en 8;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State 33.486/4, gegeven op 16 oktober 2002 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder zwembaden : kunstmatige baden voornamelijk ontworpen voor het zwemmen of voor elke andere therapeutische, recreatie- of sportactiviteit.

Art. 2. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de installaties of activiteiten bedoeld in rubriek 92.61.01.02 : openlucht en overdekte zwembaden voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

Art. 3. Dit besluit heeft betrekking op twee soorten zwembaden :

1. type 1 : overdekte zwembaden in een gesloten systeem, met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm;

2. type 2 : openlucht zwembaden in een gesloten systeem, met een oppervlakte van meer dan 100 m² en een diepte van meer dan 40 cm.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 4. § 1. De bodem, plafonds en wanden van de lokalen van de inrichting zijn voorzien van een waterdichte, corrosiewerende en vlot wasbare bekleding.

§ 2. Alle technische en andere interne uitrustingen bestaan uit rotvrij, corrosiewerend, vlot wasbaar en niet kwetsend materiaal.

§ 3. De scherpe hoeken en uitstekende elementen zijn afgeschermd met een zachte bekleding tot op 2 m van de vloer.

§ 4. De wanden en de bodem van het zwembad en de cabines bestaan uit hard materiaal en zijn voorzien van een waterdichte, rotvrije, vlot wasbare en zachte bekleding.

De bodem van het zwembad is bovendien voorzien van een slipvrije bekleding tot een diepte van minimum 1,35 m.

§ 5. Als het zwembad dieper is dan 1 meter, zijn de wanden ervan voorzien van een steunpunt voor handen of voeten.

§ 6. Bij de wateraanvoer en -afvoer wordt stagnerend water in het zwembad zoveel mogelijk beperkt.

§ 7. Het diepste punt van het zwembad is voorzien van een afvoer voor de lediging van het bad. Het water wordt naar die voorziening afgevoerd via een helling van minstens 1 %.

§ 8. De roosters en kranen voor de aan- en afvoer van water, lucht, enz. zijn zo ontworpen dat ze vrij zijn van gevaar voor de baders, zoals snijwonden of zuiggevaar.

Art. 5. De inrichting is aangesloten op een distributienet van drinkwater. Als het water van de douches en wastafels geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor het distributiewater gelden.

Art. 6. Het aantal sanitaire installaties stemt overeen met de opvangcapaciteit van de inrichting.

Art. 7. § 1. De kaden van het zwembad worden zo aangelegd dat ze een snelle en vlotte evacuatie van alle baders toelaten.

§ 2. De rechtstreekse toegang tussen de kaden en de kleedkamers of de recreatiezones bevindt zich ter hoogte van het ondiepste gedeelte van het bad.

§ 3. De kaden worden zo aangelegd dat het afvalwater niet in het zwembad terecht kan komen, noch in de voorzieningen voor de recyclage van het badwater.

§ 4. Eén kade van het zwembad, die bij de waterafvoer, is minstens 1,5 meter breed.

§ 5. Het afvalwater wordt afgevoerd naar de waterafvoerpunten die op de riolering aangesloten zijn. Ze zijn voorzien van een filtratierooster.

§ 6. Alle vloeren, met inbegrip van tegels en voegen waarop blootsvoets wordt gelopen, bestaan uit hard, waterdicht, rotvrij, slipvrij, tegen gebruikte chemicaliën bestand, vlot wasbaar en niet kwetsend materiaal.

§ 7. Minstens een gemakkelijk te bereiken tapkraan wordt geïnstalleerd om monsternemingen uit te voeren vóór elke waterbehandeling bedoeld in artikel 14, § 4.

§ 8. Alle toegangen tussen de kaden van het zwembad en de cabines, wc's of andere zones met besmettingsgevaar zoals sanitaire installaties, vestiaires, zonnebanken of sauna's beschikken hoe dan ook over een voetbad of een voetdouche.

De voetbaden en -douches worden zo geïnstalleerd dat de baders er verplicht langs moeten om het zwembad te bereiken.

§ 9. De voetbaden en Bdouches worden van onsmettend water voorzien.

Art. 8. De werking van de pompen voor de injectie van het desinfecterend agens en de pH-correctie wordt onmiddellijk en automatisch onderbroken door het stilleggen van de pompen die voor de watercirculatie zorgen, of zodra het debiet onder 40 % van de normale waarde daalt. Als het desinfectans en de pH-correctie in dezelfde leiding geïnjecteerd worden, zijn de injectiepunten meer dan 2 m van elkaar verwijderd.

Art. 9. § 1. Alle uitrustingen bestaan uit bestendig materiaal. Het oppervlak ervan is rotvrij, vlot wasbaar en vrij van gevaar voor verwondingen.

§ 2. De diepte van het zwembadwater is aangepast aan het gebruik van de springtorens, glijbanen en andere recreatieve voorzieningen.

§ 3. De ladder en het platform voor de toegang tot de glijbanen, springtorens en andere uitrustingen beschikken over veiligheidsvoorzieningen ontworpen om elke val te voorkomen.

Het oppervlak ervan is slipvrij en vlot wasbaar.

§ 4. De binnenbekleding van de glijbanen is continu glad om natuurlijk glijden toe te laten. Het glijden wordt niet met chemische producten bevorderd.

De plaats waar de gebruiker van een glijbaan van meer dan 2 meter hoog in het bad terecht komt wordt ontruimd binnen een straal van 2,5 m.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Werkingswijze

Art. 10. § 1. De lokalen van de inrichting, de voorzieningen en het materiaal zijn in een perfecte staat van netheid en werking gehouden.

§ 2. De inrichting beschikt over een huishoudelijk reglement en geschreven procedures betreffende de normale werking, waarbij in spoedgevallen wordt voorzien in geschikte maatregelen om in alle omstandigheden voor de vlotte werking van de exploitatie te zorgen.

Het huishoudelijk reglement en de procedures worden minstens één keer per jaar bijgewerkt. Elk betrokken personeelslid ontvangt er een afschrift van, met ontvangstbewijs.

§ 3. Een afschrift van de aangifte van de inrichting wordt op een zichtbare plaats aangeplakt langs het traject die de bezoekers verplicht moeten volgen.

Art. 11. De douches beschikken hetzij over lauw, hezij over warm en koud water.

Art. 12. § 1. De exploitant houdt een register bij waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de resultaten van de dagelijkse analyses die hij uitvoert, zoals bedoeld in de §§ 1 en 2 van artikel 36;

2° de resultaten van de analyses die het controlelaboratorium periodiek uitvoert, zoals bedoeld in § 3 van artikel 36;

3° de aangeplakte pH-waarden en, voor de met chloor ontsmette baden, de chloorwaarden bij de door het laboratorium uitgevoerde monsterneming;

4° de data van de filterreinigingen en de vervanging van het filtermateriaal;

5° de dagelijkse bezettingsgraad van het zwembad;

6° elke gebrekkige werking of technisch incident

7° elk lichamelijk ongeval bij bezoekers, verplicht op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 1 voorkomt;

8° elk technisch incident, verplicht op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 2 voorkomt;

9° de maandelijkse staat van de watermeters;

10° de opmerkingen betreffende de technische verificaties van de installatie.

§ 2. Het register bedoeld in § 1 ligt ter inzage van een toezichthoudende ambtenaar en wordt bewaard gedurende 5 jaar.

Art. 13. § 1. De toezichthoudende ambtenaar wordt binnen 48 uur in kennis gesteld van elk lichamelijk ongeval met een sterfgeval of een ziekenhuisopname als gevolg, en van elk technisch incident met de ontruiming of de sluiting van de inrichting als gevolg.

§ 2. Elk noemenswaardig lichamelijk ongeval wordt op schrift gesteld d.m.v. een formulier waarvan het model in bijlage 1 voorkomt.

§ 3. Elk technisch incident met de ontruiming of de sluiting van het zwembad als gevolg wordt op schrift gesteld d.m.v. het formulier waarvan het model in bijlage 2 voorkomt.

§ 4. De exploitant bezorgt de toezichthoudende ambtenaar jaarlijks vóór 1 april een lijst van de in artikel 13, § 1, 7°, bedoelde ongevallen die zich in de loop van het vorige jaar voorgedaan hebben.

Art. 14. § 1. Als het vul- en suppletiewater van het zwembad geen distributiewater is, voldoet het aan de normen die voor het distributiewater gelden.

§ 2. Om de conformiteit van de waterkwaliteit bedoeld in de bepalingen van artikel 37 van dit besluit te waarborgen, wordt dagelijks voldoende vers water toegevoegd.

§ 3. Het zwembadwater bevat geen elementen of kiemen in hoeveelheden die de veiligheid van de baders in het gedrang brengen.

§ 4. Het zwembadwater wordt behandeld in vier fasen, met name de voorfiltratie, de filtratie, de ontsmetting, de toevoer van vers water.

Voor de met chloor ontsmette zwembaden wordt ook voorzien in een pH-aanpassing.

§ 5. Het is verboden chemicaliën rechtstreeks in het zwembad te injecteren.

Art. 15. Het zwembadwater wordt gedurende maximum 2 uur volledig gerecycleerd.

Art. 16. Voor de baden van type B wordt het zwembad gereinigd en geledigd vóór de opening van het seizoen.

Afdeling 2. — Voorwaarden van toepassing op de baden van type A

Art. 17. De systemen voor de circulatie en afzuiging van lucht, dampen en roken worden zodanig aangelegd dat ze geen hinder vormen voor het publiek en de burens.

Art. 18. De verse lucht voor de ventilatie van de inrichting wordt aangevoerd vanuit een plaats in de open lucht op een voldoende afstand van de tanks van gevaarlijke producten en van elke andere bron van vervuiling zoals schoorstenen en parkings.

Art. 19. Het heteluchtdebiet in de zwembadhal en de luchtvernieuwing (toevoer van verse lucht) zorgen voor een goede luchtkwaliteit.

Art. 20. Het percentage van de luchtvochtigheid wordt onder 65 % gehandhaafd. Om dit percentage te controleren, beschikt de exploitant in de zwembadhal over een vochtmeter die goed functioneert, en die tussen 1,5 en 2 meter hoog gelegen is.

Art. 21. § 1. In de zwembadhal is er een thermometer die goed functioneert.

§ 2. Gedurende de openingsuren is de luchttemperatuur in de hal minstens 2° C hoger dan die van het water van het grootse bad.

Afdeling 3. — Veiligheid

Art. 22. Het zwembad is vlot toegankelijk voor de externe hulpdiensten en is zo ontworpen dat makkelijk en snel met een brancard geëvacueerd kan worden.

Art. 23. De voor het publiek toegankelijke lokalen zijn, net zoals de ontruimingscircuits, de technische lokalen en de toegangswegen ertoe, voorzien van een noodverlichting.

Art. 24. § 1. Doorzichtige deuren en wanden worden zichtbaar gemaakt en er worden maatregelen getroffen om verwondingen bij de bezoekers te voorkomen in geval van glasschade.

§ 2. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, zijn toegankelijk voor de personen die zich in de lokalen van de inrichting bevinden.

§ 3. Alle uitgangen, met inbegrip van de nooduitgangen, worden d.m.v. reglementaire pictogrammen aangegeven. De pictogrammen zijn duidelijk zichtbaar en worden met de normale verlichting en de noodverlichting verlicht.

De deuren gaan open in de richting van de uitgang.

Art. 25. § 1. Het toezicht wordt aangepast aan het soort installatie alsmede aan de bezettingsgraad en aan het soort bezoekers. De exploitant maakt een toezichtsprogramma op dat eigen is aan zijn inrichting.

§ 2. Minstens één veiligheidsverantwoordelijke oefent rechtstreeks en voortdurend toezicht uit op de baders.

In een zwembad waarvan de maximale waterhoogte 1,4 meter overschrijdt, zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het hoger reddersbrevet uitgereikt door de bevoegde administratieve overheid krachtens het decreet van 26 april 1999 van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap of krachtens het besluit van 27 januari 1993 van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap tot instelling van een sportcommissie en vaststelling van de taken ervan of van elke door haar erkende gelijkwaardige kwalificatie.

In een zwembad met een waterhoogte van 1,4 meter of minder zijn de veiligheidsverantwoordelijken houder van het basisreddersbrevet uitgereikt door de bevoegde administratieve overheid krachtens het decreet van 26 april 1999 van de Franse Gemeenschap tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap of krachtens het besluit van 27 januari 1993 van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap tot instelling van een sportcommissie en vaststelling van de taken ervan of van elke door haar erkende gelijkwaardige kwalificatie.

§ 3. Paragraaf 2 van dit artikel is niet van toepassing op de zwembaden van toeristische inrichtingen zoals :

- hotels;
- landelijke verblijven;
- campings gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is;
- therapeutische baden.

§ 4. De redders die verantwoordelijk zijn voor de veiligheid van de baders volgen bovendien minstens één keer per jaar een verplichte opleiding inzake eerste hulp-, reanimatie- en reddingstechnieken.

De modaliteiten voor die opleiding zijn goedgekeurd door de bevoegde administratieve overheid bedoeld in § 2, tweede en derde lid.

Een afschrift van het brevet of van het attest wordt op de exploitatiezetel bewaard en kan ingekeken worden door de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 26. In de zwembaden wordt hoogstens één bader per twee m² wateroppervlakte toegelaten.

Art. 27. De waterdiepte en de plaatsen waar duiken verboden is, worden duidelijk aangegeven overal waar de veiligheid in het gedrang kan komen.

Elke plots diepteverschil wordt duidelijk aangegeven.

Art. 28. De inrichting beschikt over minstens één telefoontoestel met een directe buitenlijn die steeds vlot bereikbaar is.

Art. 29. § 1. De inrichting bevat een lokaal voor de toediening van de eerste zorgen of een kast met materiaal voor eerste hulp en reanimatie, in onberispelijke staat van onderhoud en vlot bereikbaar.

§ 2. Het verzorgingsmateriaal bestaat hoe dan ook uit de reglementaire inhoud van de noodtas bedoeld in artikel 178 van het Aglemeen Reglement voor de arbeidsbescherming.

§ 3. Het reanimatiemateriaal bestaat uit :

1° een zuurstofmasker voor volwassenen;

2° een zuurstofmasker voor kinderen;

3° een autostatische samendrukbare beadeballon met patiëntenklep en verliesklep;

4° een zuurstoffles voor medisch gebruik voorzien van een gasdrukregelaar en een debietmeter die op de ballong is aangesloten. De fles wordt onderworpen aan een druktest uitgevoerd door een externe dienst voor technische controles die erkend is overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats.

§ 4. Paragraaf 3 van dit artikel is niet van toepassing op de zwembaden met een maximale waterhoogte van 1,4 meter of minder en de zwembaden van hotels, landelijke verblijven of campings gedurende de periodes waarin de toegang alleen aan residenten voorbehouden is, op de therapeutische baden.

Art. 30. Voor de zwembaden van type A is de ventilatie van de lokalen voor de opslag van gevaarlijke producten naar buiten gericht en van de externe ventilatieopeningen van het zwembad verwijderd.

Art. 31. § 1. De technische en opslaglokalen zijn vlot toegankelijk voor de levering van producten maar niet voor het publiek.

§ 2. De vaten voor chemische producten, de opslaglokalen en de leidingen worden geëtiketteerd of geïdentificeerd.

§ 3. De exploitant houdt een lijst bij waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de naam, de hoeveelheden en de leveringsdata van de in de inrichting gebruikte chemische producten;

2° de eventuele incidenten, alsmede alle onderhouden, controles, defecten, herstellen of ongevallen.

§ 4. De gezamenlijke installatie wordt dagelijks gecontroleerd door een personeelslid van de inrichting dat door de exploitant aangewezen wordt.

Een door de exploitant aangewezen personeelslid van de inrichting is aanwezig bij elke levering van gevaarlijke producten.

Art. 32. § 1. De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in de daartoe bestemde lokalen.

§ 2. De losse producten die onder elkaar kunnen reageren, worden opgeslagen in afzonderlijke lokalen die uitsluitend voor de opslag van dergelijke producten dienen.

§ 3. Er wordt een buis zonder tussenkoppeling gebruikt tussen de kuip van de vrachtwagen die de losse chemische producten levert en de ingang van de opslaginstallatie van de inrichting. Er wordt gebruik gemaakt van specifieke buizen met onverenigbare aansluitstukken. Per gevaarlijk product wordt gebruik gemaakt van een buis met een aansluitstuk speciaal bestemd voor het type product en onverenigbaar met het aansluitstuk van andere producten.

§ 4. De gevaarlijke producten worden los opgeslagen in reservoirs van minstens 1 500 liter. De reservoirs zijn gesloten en worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit gelijk is aan minstens 110 % van die van de reservoir. De reservoirs zijn voorzien van een duidelijk zichtbare niveauwijzer en van een ontgassingssysteem met « wasventilatieopening » om giftige uitdamping te voorkomen. Alleen het bovenste gedeelte van de reservoirs is voorzien van een gat. De tussenreservoirs, de zogenaamde « dagelijkse bakken », waar de gevaarlijke producten gedoseerd worden, mogen niet meer bevatten dan de hoeveelheid die nodig is voor 2 dagen exploitatie.

De tussenreservoirs worden geplaatst in een daartoe bestemde retentiebak waarvan de capaciteit minstens 110 % van het reservoir bedraagt.

Art. 33. § 1. De gevaarlijke producten worden in flessen opgeslagen op een daartoe bestemde plaats.

Als het gaat om een lokaal, is de ventilatie naar buiten gericht en van de externe ventilatieopeningen van het zwembad verwijderd.

§ 2. De vaten worden niet opgestapeld en worden opgeslagen in een retentiebak met een capaciteit van 50 % van het opgeslagen totaalvolume of in individuele retentiebakken met een capaciteit van 110 % van het opgeslagen volume van het vat. De producten die onder elkaar kunnen reageren worden in afzonderlijke retentiebakken opgeslagen.

Art. 34. Het gebruik onder druk vloeibaar gemaakt chloor is verboden.

Afdeling 4. — Controles

Art. 35. § 1. De elektrische hoogspanningsinstallaties van de inrichting worden jaarlijks gecontroleerd door een erkende instelling voor de controle van de elektrische installaties.

§ 2. De elektrische laagspanningsinstallaties van de inrichting worden om de vijf jaar gecontroleerd door een erkende instelling voor de controle van de elektrische installaties.

§ 3. De exploitant legt de controleverslagen ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

Art. 36. § 1. Deze paragraaf is slechts van toepassing op zwembaden die chloor als waterontsmettingsmiddel gebruiken.

Beschikbaar vrij chloor en gebonden chloor worden minstens dagelijks gecontroleerd door de exploitant op grond van een badwatermonster dat steeds op dezelfde plaats wordt genomen, zo ver mogelijk van het punt waar het behandelde water in het bad terechtkomt.

§ 2. De doorzichtigheid en de temperatuur van het zwembadwater en de pH-waarde worden minstens dagelijks door de exploitant gecontroleerd aan de hand van een badwatermonster dat steeds op dezelfde plaats wordt genomen, zo ver mogelijk van het punt waar het behandelde water in het bad terechtkomt.

§ 3. De chemische, bacteriologische en fysische parameters bedoeld in artikel 37 worden minstens maandelijks gecontroleerd door een laboratorium voor wateranalyse erkend door het Waalse Gewest.

§ 4. Als het bacteriologische resultaat niet conform is, wordt onmiddellijk een nieuwe analyse geëist. Als de resultaten dan nog niet conform zijn, wordt het zwembad gesloten tot de normalisatie van de toestand.

Een overschrijding van de aanvaardbare maximumwaarden voor 10 % van de in de loop van de 10 vorige maanden geanalyseerde monsters is toegelaten.

§ 5. De monsters van het te analyseren water worden minstens twee uur na de opening van het zwembad en steeds op dezelfde plaatsen genomen, namelijk bij de kade op ongeveer 30 cm van de oppervlakte, zo ver mogelijk van het punt waar het behandelde water in het zwembad terechtkomt.

De monsters worden door het laboratorium genomen.

Het uur van de monsterneming en het aantal baders worden vermeld.

Het ontsmettingsmiddel wordt behoorlijk geneutraliseerd in het monster dat voor de microbiologische analyse dient.

De pH-waarde wordt door het laboratorium gemeten op het moment van de monsterneming.

Voor de zwembaden die chloor als ontsmettingsmiddel gebruiken, worden de vrij chloor en de totaal chloor ook op het moment van de monsterneming door het laboratorium gemeten.

§ 6. De monsters worden vervoerd en tot de analyse bewaard bij een temperatuur van ongeveer + 4 °C.

De analyses worden binnen 24 uur na de monsterneming uitgevoerd en de resultaten worden binnen 7 werkdagen na de monsterneming aan de exploitant meegedeeld.

§ 7. Een afschrift van de analyseresultaten ligt ter inzage van de klanten en van de toezichthoudende ambtenaar.

§ 8. De berichten van de wateranalyse worden verplicht aangeplakt daar waar de baders langs moeten, met name bij de kassa en bij de ingang van de kleedkamers.

§ 9. De toezichthoudende ambtenaar kan steeds bijkomende analyses op kosten van de exploitant eisen.

Afdeling 5. — Hygiëne en kwaliteit van het water

Art. 37. § 1. Dit artikel is van toepassing op de zwembaden die chloor als ontsmettingsmiddel gebruiken.

§ 2. Het gebruik van andere ontsmettingstechnieken dan chloor alsmede het gebruik van elk chemisch product of van elke andere behandeling dan die bedoeld in dit artikel maakt het voorwerp uit van aanvullende voorwaarden.

§ 3. Het water van elk zwembad is ontsmettend, met uitzondering van de baden voor individueel gebruik die na elk gebruik worden geledigd.

§ 4. Het zwembadwater voldoet aan de kwaliteitsnormen bedoeld in de onderstaande tabellen A, B, en C :

Tabel A : CHEMISCHE PARAMETERS				
Types	Methodes	Eenheden		
			Richtwaarden	Grenswaarden
PH	Electrometrie	Sörensens		
Ondergrens				7,0
Bovengrens				7,6
Gemeten vrij chloor : zie de artikelen 57 en 70				
Gebonden chloor : Bovengrens	Colorimetrie (DPD,...)	mg/l	0,3	0,8
Ureum : bovengrens	Berthelot of diacetylmoxime	mg/l	2,0	
Oxideerbaarheid in verwarmde oplossing en in zuur milieu (KmnO ₄) : bovengrens (O ₂)	Titrimetrie met kaliumpermanganaat	mg/l	5	
Chloriden (met uitzondering van gezouten zwembaden) : bovengrens (Cl)	Potentiometrie, titrimetrie of ionische chromatografie	mg/l	800	
Wanneer chloro-isocyanuraat wordt gebruikt				
Vrij chloor : hypochloriet + onderchlorigzuur + chloro-isocyanuraat	Colorimetrie DPD1 (diethylparafenyleendiamine of « FREE »)			
Ondergrens		mg/l	3	
Bovengrens			5	
Isocyanide zuur	melaminetest	mg/l	< 50	

Tabel B : BACTERIOLOGISCHE PARAMETERS			
Types	Methodes	Eenheden	Toelaatbare maximumwaarden
Totaal aantal koloniën bij 37 °C en na 48 uur incubatietijd	Telling na gelincorporatie	aantal /ml	100
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	Telling na filtratie	aantal /100 ml	0
Stafylokokken coagulase positief	Telling na filtratie	aantal /100 ml	0
Faecale streptokokken	Telling na filtratie	aantal /100 ml	0

Tabel C : FYSISCHE PARAMETERS		
Types		
	Richtwaarden	Grenswaarden
Doorzichtigheid		Bodem zichtbaar (*)
Zichtbare verontreiniging	Geen	
Kleur	Geen	

(*) op het diepste punt van het zwembad wordt een zichtbaar herkenningspunt aangebracht.

§ 5. De overschrijding van de grenswaarden vermeld in de tabellen A en C hierboven en in de tabellen D, E van dit artikel legt de sluiting van het bad op als geen oplossing wordt gevonden binnen een half uur.

§ 6. Voor de zwembaden van type B laat de exploitant het zwembadwater vóór de opening van het seizoen grondig analyseren volgens de modaliteiten bedoeld in de vorige paragrafen.

De exploitant geeft de toezichthoudende ambtenaar schriftelijk kennis van de openingsdatum van het seizoen. Hij stuurt hem tegelijkertijd een afschrift van de resultaten van de wateranalyse. Het zwembad wordt slechts geopend als de resultaten conform zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 38. Vóór de uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de plaats en de omstandigheden pleegt de exploitant door bemiddeling van de Burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de te gebruiken uitrustingen inzake preventie en bestrijding van brand en ontploffingen, waarbij rekening wordt gehouden met de bescherming van het publiek en van het leefmilieu.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsmaatregelen*

Art. 39. § 1. Voor de zwembaden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaan :

1° zijn de artikelen 4, §§ 2 en 3, 7, § 7, 8, 9, 11, 15, 25, § 2, derde lid (in afwachting van het basisreddersbrevet zijn de redders houder van het hoger reddersbrevet) 30, 32, § 1, § 2, § 3, § 4, tweede en derde lid, 33, 34 niet van toepassing vóór 1 januari 2005;

2° zijn de artikelen 4, § 1, § 4 tot § 7, 5, eerste lid, 7, § 1 tot § 4 en § 6, § 8; 31, § 1; 32, § 4, eerste lid, niet van toepassing.

Art. 40. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 41. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 1

ONGEVAL IN HET ZWEMBAD

Naam van het zwembad :
Adres :
Postcode :
Gemeente/Stad :
Telefoon :
Fax :
Email :
Naam van de directeur :
Type inrichting: school - zwembad - sportcomplex met zwembad Andere :

-Lichamelijk ongeval -

Vorbehouden aan de toezichthoudende ambtenaar en aan de directeur van de inrichting

Datum :/...../.....	Uur :	Plaats :
<u>Slachtoffer</u>		
Naam:	Voornaam:	
Adres :		Tel. :/.....
Leeftijd :	Geslacht : <input type="checkbox"/> M	
Individueel :	Groep :	
Begeleider :	Naam :	Voornaam :
Soort ongeval	Type infrastructuur	
<input type="checkbox"/> <u>In het water</u> <input type="checkbox"/> Verdrinking (al dan niet gunstige afloop <input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur	<input type="checkbox"/> Trap onder het water <input type="checkbox"/> Tegels <input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel <input type="checkbox"/> Gang of koord <input type="checkbox"/> Rooster <input type="checkbox"/> Drijvende structuur <input type="checkbox"/> Glijbaan <input type="checkbox"/> Springtoren <input type="checkbox"/> Startblok/rand <input type="checkbox"/> Andere:	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker <input type="checkbox"/> Malaise <input type="checkbox"/> Plotselinge verdrinking <input type="checkbox"/> Andere :		

<u>n het water</u> (maar in de zwembadhal)			
<input type="checkbox"/> Glijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Structuur onder de springtoren	
<input type="checkbox"/> Glijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Kolom	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Bank	
<input type="checkbox"/> Andere :		<input type="checkbox"/> Ladder/leuningregel	
		<input type="checkbox"/> Deuren	
		<input type="checkbox"/> Glijbaan	
		<input type="checkbox"/> Springtoren	
		<input type="checkbox"/> Startblok/rand	
		<input type="checkbox"/> Voetbad	
		<input type="checkbox"/> Andere :	
<u>Andere plaats</u>		<input type="checkbox"/> Douche	
<input type="checkbox"/> Cafeteria	<input type="checkbox"/> Wc's	<input type="checkbox"/> Ingangshal	
<input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> Kleedkamers	<input type="checkbox"/> Tribune	
.....			
.....			
<input type="checkbox"/> Glijden/val op droge bodem		<input type="checkbox"/> Trap	
<input type="checkbox"/> Glijden/val op natte bodem		<input type="checkbox"/> Deur	
<input type="checkbox"/> Contact met de infrastructuur		<input type="checkbox"/> Kast	
<input type="checkbox"/> Contact met een andere gebruiker		<input type="checkbox"/> Cabine	
<input type="checkbox"/> Malaise		<input type="checkbox"/> Tegels/metselwerk	
<input type="checkbox"/> Elektrisch toestel		<input type="checkbox"/> Andere :	
verlijden door verdrinking			
<u>n letsels</u>	<input type="checkbox"/> Overlijden door een andere oorzaak	<input type="checkbox"/> Begin verdrinking	<input type="checkbox"/> Verbranding
	<input type="checkbox"/> Oogletsel	<input type="checkbox"/> Fractuur	<input type="checkbox"/> Kneuzing
	<input type="checkbox"/> Vergiftiging	<input type="checkbox"/> Prik	<input type="checkbox"/> Andere :
		<input type="checkbox"/> Huidletsel	

<u>Tussenkoms</u>	❖ Intern	<input type="checkbox"/> Pulmonaire reanimatie
		<input type="checkbox"/> Cardiopulmonale reanimatie
	❖ Van een externe dienst	<input type="checkbox"/> 100
		<input type="checkbox"/> Dienstdoende arts
		<input type="checkbox"/> Andere medische dienst
	❖ Einde	<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer via 100
		<input type="checkbox"/> Vertrek slachtoffer door eigen middelen
		<input type="checkbox"/> Andere
		<input type="checkbox"/>

Naam : Functie : Datum...../...../..... Ondertekening

Vorbehouden aan de directeur

Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Wijziging in de werkorganisatie | <input type="checkbox"/> Versterking van het toezicht |
| <input type="checkbox"/> Infrastructuurwijziging | <input type="checkbox"/> Herinnering aan de instructies |
| <input type="checkbox"/> Geen | <input type="checkbox"/> Andere : |

**Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de inzake
Organisatie, preventie,... te nemen maatregelen**

Naam : Datum :/...../... Ondertekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 2**TECHNISCH INCIDENT MET DE ONTRUIMING OF DE SLUITING VAN DE
INRICHTING ALS GEVOLG**

Naam van het zwembad :
Straat :
Postcode :
Gemeente/Stad :
Telefoon :
Fax :
Email :
Naam van de directeur :
Type inrichting : School - Zwembad - Sportcomplex met zwembad Andere :

Voorbehouden aan de directeur van de inrichting

SLUITING VAN DE INRICHTING
Datum en uur van het incident :
Precieze plaats :
Oorzaak (zie details hierna):
Datum en ondertekening van de directeur

Kenmerken van het zwembad

	afmeting	volume	
❖ <i>Groot bad</i>			Andere baden :
❖ <i>Klein bad</i>			

❖ Ontsmetting van het water	<input type="radio"/> NaClO	<input type="radio"/> Cl ₂	<input type="radio"/> Ag / Cu	<input type="radio"/> Ozon
	<input type="radio"/> Andere (te beschrijven) :			
❖ Filtratie	<input type="radio"/> Zand	<input type="radio"/> Diatomee	<input type="radio"/> Andere	
❖ Energie	<input type="radio"/> Gas	<input type="radio"/> Stookolie	<input type="radio"/> Andere	

Zwembad gebouwd in 19.....;

ORZAAK (ORZAKEN) VAN DE SLUITING**A - WATER***Kenmerken bij de sluiting*

= pH =
 = vrij chloor =mg/l
 = gebonden chloor =mg/l
 = temperatuur = °c

Kwaliteit

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="radio"/> Fysiche kwaliteit | : <input type="radio"/> helderheid | <input type="radio"/> geur |
| <input type="radio"/> chemische kwaliteit | : <input type="radio"/> chloor -----> <input type="radio"/> vrij
-----> <input type="radio"/> gebonden | <input type="radio"/> pH
<input type="radio"/> ureum
<input type="radio"/> chloriden
<input type="radio"/> stafylokok
<input type="radio"/> pseudomonas |
| <input type="radio"/> bacteriologische kwaliteit | : <input type="radio"/> totaalantaal kiemen
<input type="radio"/> streptokok | |
| <input type="radio"/> temperatuur | : <input type="radio"/> onderbreking watervoorziening | |
| <input type="radio"/> andere | : | |
| <input type="radio"/> verwarming | | |

○ **Waterstroming**

- buffertank ○ aanvoer van nieuw water ○ pompen ○ debiet
○ lediging ○ goten ○ andere :

○ **Filtratie**

- Afdichting ○ filtrerende massa ○ flocculaat ○ andere :
Nader bepalen:

○ **Ontsmetting van het water = aard van het product=**

- uitvoering : ○ kanalisering
 : ○ injectie
 : ○ dosering.....mg/l circuit
- contact/reactie onder chemische producten

○ **Onderbreking watervoorziening**

- andere

○ **Bijkomende behandeling van het water**

○ **pH-correctie**

- tenuitvoerlegging: ○ kanalisering
 : ○ injectie
 : ○ dosering pH =circuit
- andere

○ **Algenbestrijding**

- algen in suspensie in het water

B - LUCHT

Kwaliteit

- Vervuilde lucht : ○ slechte geuren : chloraminen
 : ○ gasvormig chloor
 : ○ andere giftige stof
- te hoge vochtigheidsgraad
- gebrek aan vernieuwing
- temperatuur

Oorsprong **Luchtcirculatie**

- inblazingsgroepen circulatiebelemmering andere

 Verwarmingsinstallatie (lucht en water)

- ketelstoring nader bepalen
- wisselaar andere

C - OPSLAG VAN CHEMISCHE PRODUCTEN

Type opslag : chloor zuur

- voorziening overvloeiing personen werden onwel
- lek leidingen hanteringsfout
- lek flessen
- is er een direct contact in NaClO en HCl, met vrijmaking van Cl₂ ?
- JA NEE
- opslagkuip : lek.....
- andere.....

D - ELEKTRICITEIT

- gebrek aan voorziening
- andere :.....

Oorsprong

- voorzieningsnetwerk
- technisch gebrek in het zwembad
- nader bepalen

E - GEBOUW

- structuur loze zoldering dak
- tegels waterdichtheid ruiten andere

Oorsprong

- corrosie beweging van het gebouw vandalisme andere

BIJLAGE 3

JAARVERSLAG LICHAMELIJKE ONGEVALLLEN IN ZWEMBAD

Naam van het zwembad :
Adres :
Postcode :
Gemeente/Stad :
Telefoon :
Fax :
Email :
Naam van de directeur :
Type inrichting: school - zwembad - sportcomplex met zwembad Andere :

- Burgerlijk jaar : -

Voorbehouden aan de directeur van de inrichting

Soort ongeval		Type infrastructuur	
	<u>Aant</u> <u>al</u>		<u>Aanta</u> <u>l</u>
a) <u>in het water</u>		10) Trap onder het water	
1) verdrinking (al dan niet gunstige afloop)		11) Tegels	
2) Contact met de infrastructuur		12) Ladder/leuningregel	
3) Contact met een andere gebruiker		13) Gang of koord	
4) Malaise		14) rooster	
5) Contact met de bodem		15) Drijvende structuur	
6) Andere :		16) Glijbaan	
		17) Springtoren	
		18) Startblok/rand	
		19) Andere :	
		Totaal	

	<u>Aantal</u>		<u>Aantal</u>
b) <u>Buiten het water (in de zwembadhal)</u> 1) Glijden/val op droge bodem 2) Glijden/val op natte bodem 3) Contact met de infrastructuur 4) Contact met een andere gebruiker 5) Malaise 6) Andere :		10) Structuur onder de springtoren	
		11) Trap	
		12) Tegels/metselwerk	
		13) Kolom	
		14) Bank	
		15) Ladder/leuningregel	
		16) Deuren	
	17) Glijbaan		
	18) Springtoren		
	19) Startblok/rand		
	20) Voetbad		
	21) Andere :		
	Totaal		

<u>Andere plaatsen :</u>			
Douche			
Cafeteria			
Vestiaire			
Tribune			
Wc's			
Ingangshal			
Andere :			
Soort ongeval		Type infrastructuur (voor elke plaats invullen)	
	Aantal		Aantal
1) Glijden/val op droge bodem 2) Glijden/val op natte bodem 3) Contact met de infrastructuur 4) Contact met een andere gebruiker 5) Malaise 6) Andere :		10) Structuur onder de springtoren	
		11) Trap	
		12) Tegels/metselwerk	
		13) Kolom	
		14) Bank	
		15) Ladder/leuningregel	
		16) Deuren	
	17) Glijbaan		
	18) Sprintoren		
	19) Startblok/rand		
	20) Voetbad		
	21) Andere :		
		Total	

<i>Soort letsel</i>		Aantal
<input type="checkbox"/> Overlijden door verdrinking		
<input type="checkbox"/> Overlijden door een andere oorzaak		
<input type="checkbox"/> Oogletsel		
<input type="checkbox"/> Vergiftiging		
<input type="checkbox"/> Begin verdrinking		
<input type="checkbox"/> Fractuur		
<input type="checkbox"/> Prik		
<input type="checkbox"/> Huidletsel		
<input type="checkbox"/> Verbranding		
<input type="checkbox"/> Kneuzing		
<input type="checkbox"/> Andere :		

Goedgekeurde of goed te keuren preventiemaatregelen

- Wijziging in de werkorganisatie
- Infrastructuurwijziging
- Geen
- Versterking van het toezicht
- Herinnering aan de instructies
- Andere :

**Goedgekeurde
maatregelen**

**Goed te keuren
maatregelen**

**Bijkomende nota's/opmerkingen (zie bijlage) betreffende met name de inzake
Organisatie, preventie,... te nemen maatregelen**

Naam :

Datum :/...../....

Ondertekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. zwembaden.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET